

Gouverner les Régions par les finances publiques

Européanisation, fédéralisation et néolibéralisme en Belgique

Quel est le montant des transferts financiers entre la Flandre et la Wallonie ? La solidarité entre les régions va-t-elle disparaître prochainement ? La dette de la Région wallonne est-elle soutenable ? Les partenariats public-privé sont-ils une solution miracle face au déclin de l'investissement public belge ? Toutes ces questions, d'une actualité brûlante, forment le cœur de cet ouvrage, consacré aux transformations contemporaines de la Belgique et de ses régions sous l'effet des normes nationales et européennes qui encadrent la gestion des deniers publics.

Cette étude analyse les deux principaux programmes de gouvernement des finances publiques belges – le fédéralisme budgétaire et fiscal, d'une part, et la gouvernance budgétaire européenne, d'autre part – à travers cinq études de cas richement documentées. Celles-ci sont éclairées à l'aide d'une grille d'analyse innovante, qui combine les apports de la sociologie politique des finances publiques et de l'analytique de gouvernement esquissée par Michel Foucault.

Cette enquête pluridisciplinaire, située au carrefour de la science politique, du droit public, de l'économie et de la comptabilité, s'adresse à un large public : chercheurs, étudiants, praticiens du droit, mandataires et conseillers politiques, fonctionnaires, journalistes, etc. Elle apporte un recul bienvenu sur les enjeux financiers particulièrement complexes, mais non moins fondamentaux, qui façonnent la Belgique d'aujourd'hui et de demain.

Damien Piron est docteur en sciences politiques et sociales de l'Université de Liège et chargé de cours en Droit des finances publiques à l'Université catholique de Louvain. Ses recherches portent sur la reconfiguration de l'État et des politiques publiques sous l'effet des normes de gestion des finances publiques. Il est l'auteur de plusieurs publications relatives aux dimensions budgétaires et comptables de l'Union économique et monétaire européenne, aux enjeux financiers du fédéralisme belge et aux conséquences des réformes administratives sur les modes de gestion publique en Belgique.



LORCIER
LEGAL
www.larcier.com
www.stradalex.com



REGCOM
ISBN : 978-2-8079-1812-2



4

Tax Institute de l'Université de Liège

Gouverner les Régions par les finances publiques

Gouverner les Régions par les finances publiques

Européanisation, fédéralisation
et néolibéralisme en Belgique

Damien Piron

Avant-propos de Peter Miller

Préface de Benjamin Lemoine



LORCIER
LEGAL



LIÈGE université
TAX INSTITUTE

Remerciements

Le présent ouvrage constitue une version remaniée et actualisée d'une thèse de doctorat en sciences politiques et sociales soutenue publiquement le 28 septembre 2018 à l'Université de Liège. Si la rédaction d'un tel manuscrit demeure à bien des égards un travail solitaire, il n'est toutefois pas possible d'arriver au terme de cet exercice exigeant sans le soutien de nombreuses personnes, auxquelles je souhaite exprimer l'expression de ma profonde gratitude.

Je remercie tout particulièrement les membres de mon comité de thèse – mes copromoteurs, Catherine Fallon et Marc Bourgeois (ULiège), ainsi que Gert Verschraegen (UAntwerpen) – pour le soutien sans faille qu'ils m'ont témoigné durant l'écriture de ma thèse. Je remercie également les membres de mon jury pour la qualité de nos échanges à l'occasion de la soutenance. Merci donc à Christian de Visscher (UCLouvain), Peter Miller (London School of Economics and Political Science), Benjamin Lemoine (CNRS/Université Paris Dauphine) et Nicolas Thirion (ULiège).

Je remercie également les collègues que j'ai eu la chance de côtoyer dans les différents centres de recherches qui m'ont accueilli au cours de cette formidable aventure doctorale : le SPIRAL et le Tax Institute, bien sûr, mais aussi le Center for Economic Studies de la KU Leuven et le Department of Accounting de la London School of Economics and Political Science. Le FNRS, l'Université de Liège, la Fondation Rotary et le Fonds Constant ont contribué au financement de cette thèse et de mes séjours de recherches. Je les remercie pour l'indépendance totale qu'ils m'ont accordée dans ce cadre. Merci également à toutes les personnes qui ont accepté de répondre, souvent avec enthousiasme, à mes nombreuses questions.

La publication de cet ouvrage coïncide avec mon départ de l'ULiège et ma prise de fonction à l'UCLouvain. Qu'il me soit donc permis de remercier l'ensemble de mes collègues liégeois pour tous les bons moments partagés au cours de ces dernières années et de saluer mes collègues néolouvanistes en prévision de ceux que nous ne manquerons pas de vivre ensemble à l'avenir.

Merci enfin à mes amis de Saint-Jean-Sart, de Liège et d'ailleurs pour nos discussions, passionnées ou plus légères, et nos francs éclats de rire, ainsi qu'à mes frères et à mes parents, pour vos marques d'affection répétées et l'amour inconditionnel que vous me portez. Cet ouvrage est en grande partie le vôtre.

Liège, septembre 2019.

Liste des abréviations et acronymes

ABAFIM	<i>Administratie Budgettering, Accounting en Financieel Management</i> (administration flamande du budget, de la comptabilité et des finances)
ABB	<i>Assurantie van de Belgische Boerenbond</i> (assurances du Boerenbond belge)
AGIO_n	<i>Agentschap voor Infrastructuur in het Onderwijs</i> (agence flamande en charge de l'infrastructure scolaire)
ASBL	Association sans but lucratif
BCE	Banque centrale européenne
BDG	Base documentaire générale
BEI	Banque européenne d'investissement
BFP	Bureau fédéral du Plan
BHV	Bruxelles-Hal-Vilvorde
BNB	Banque nationale de Belgique
CD&V	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i> (parti social-chrétien flamand)
cdH	Centre démocrate humaniste (parti centriste francophone)
CERA	<i>Centrale Raiffeisenkas van de Boerenbond</i> (caisse centrale du Boerenbond)
CES	<i>Centrum voor Economische Studiën</i> (centre d'études économiques de la KU Leuven)
CIF	Cellule d'informations financières de la Région wallonne
CMFB	<i>Committee on Monetary, Financial and Balance of Payments Statistics</i> (Comité des statistiques monétaires, financières et de balance des paiements)
COCOF	Commission communautaire française
CRAC	Centre régional d'aide aux communes
CSF	Conseil supérieur des Finances
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i> (parti social-chrétien flamand)
DBFM	<i>Design/Build/Finance/Maintain</i>
DBFO	<i>Design/Build/Finance/Operate</i>
DG ECFIN	Direction générale Affaires économiques et financières
ECU	<i>European Currency Unit</i> (unité de compte européenne)
EPEC	<i>European PPP Expertise Centre</i> (centre européen d'expertise sur les PPP)

EPSAS	<i>European Public Sector Accounting Standards</i> (normes comptables européennes pour le secteur public)
Eurostat	Office statistique de l'Union européenne
FADELS	Fonds d'amortissement des emprunts du logement social
FLEMOSI	<i>FLEmish MOdels of Simulation</i> (modèles flamands de simulation)
FMI	Fonds monétaire international
FRS-FNRS	Fonds de la recherche scientifique
Groen !	Parti écologiste flamand
HMT	<i>Her Majesty's Treasury</i> (ministère britannique des Finances)
IASB	<i>International accounting Standards Board</i> (Bureau international des normes comptables)
IBSA	Institut bruxellois de statistique et d'analyse
IPSAS	<i>International Public Sector Accounting Standards</i> (normes comptables internationales du secteur public)
IPSASB	<i>International Public Sector Accounting Standards Board</i> (Conseil des normes comptables internationales du secteur public)
ICN	Institut des Comptes nationaux
IEV	Institut Émile Vandervelde (centre d'études du parti socialiste)
IFRIC	<i>International Financial Reporting Interpretations Committee</i> (Comité d'interprétation des normes internationales d'information financière)
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i> (normes internationales d'information financière)
INS	Institut national de statistique
IPP	Impôt des personnes physiques
ISBLSM	Institution sans but lucratif au service des ménages
ISN	Intervention de solidarité nationale
ISOC	Impôt des sociétés
JOUE	Journal officiel de l'Union européenne
KB	<i>Kredietbank</i>
KU Leuven	<i>Katholieke Universiteit Leuven</i> (Université catholique de Louvain)
LSE	<i>London School of Economics and Political Science</i>
LSF	Loi spéciale de financement des communautés et des régions
MB	Moniteur belge
MGDD	<i>Manual on Government Deficit and Debt</i> (Manuel pour le déficit et la dette publique)
MLG	Multi-level governance (gouvernance multiniveaux)
MR	Mouvement réformateur (parti libéral francophone)
MTO	<i>Medium term objective</i> (objectif budgétaire à moyen terme)
NMI	<i>Non-majoritarian institutions</i> (institutions non majoritaires)

Liste des abréviations et acronymes

N-VA	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i> (Alliance néoflamande)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
Open Vld	<i>Open Vlaamse Liberalen en Democraten</i> (parti libéral flamand)
PDE	Procédure concernant les déficits excessifs
PDM	Procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques
PFI	<i>Private Finance Initiative</i> (initiative de financement privé)
PIB	Produit intérieur brut
PMV	<i>Participatiemaatschappij Vlaanderen</i> (société flamande de participations)
PPBS	<i>Planning, Programming, Budgeting System</i> (rationalisation des choix budgétaires)
PPP	Partenariat public-privé
PRB	Produit régional brut
PS	Parti socialiste francophone belge
PSC	Pacte de stabilité et de croissance
PSC	Parti social-chrétien francophone belge
RNB	Revenu national brut
SCN	Système de comptabilité nationale
SEC	Système européen des comptes nationaux et régionaux
SME	Système monétaire européen
SOFICO	Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures
SoWAer	Société wallonne des aéroports
SOWALFIN	Société wallonne de financement et de garantie des PME
sp.a	<i>Socialistische Partij Anders</i> (parti socialiste flamand)
SPAQuE	Société publique d'aide à la qualité de l'environnement
SPF	Service public fédéral
SPOC	<i>Single point of contact</i> (point de contact unique)
SPV	<i>Special purpose vehicle</i> (fonds commun de créances)
SPW	Service public de Wallonie
SRIB	Société régionale d'investissement de Bruxelles
SRIW	Société régionale d'investissement de Wallonie
SRWT	Société régionale wallonne du transport
Statbel	Direction générale belge des statistiques
STS	<i>Science and Technology Studies</i> (études des sciences et des technologies)
TSCG	Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance au sein de l'UEM
UCLouvain	Université catholique de Louvain-la-Neuve
UEM	Union économique et monétaire
ULB	Université libre de Bruxelles

ULiège	Université de Liège
VIVES	<i>Vlaams Instituut voor Economie en Samenleving</i> (Institut flamand pour l'économie et la société)
Vlabel	<i>Vlaamse belastingdienst</i> (administration fiscale flamande)
VUB	<i>Vrije Universiteit Brussel</i> (Université libre de Bruxelles)

Mot des promoteurs

Marc Bourgeois

(Tax Institute)

Catherine Fallon

(Spiral)

Au sein des instituts de recherche Spiral et Tax Institute de l'Université de Liège, Damien Piron a mené à bien une recherche doctorale en matière de finances publiques dont le manuscrit final, défendu en septembre 2018, constitue la base, quelque peu remaniée, du présent ouvrage. C'est peu dire que les auteurs des présentes lignes se réjouissent, en tant que promoteurs de thèse, de l'aboutissement du projet et de l'excellence du résultat.

Objet d'étude interdisciplinaire par excellence, la discipline des finances publiques n'a que très peu retenu l'attention du monde académique belge, exception faite de quelques économistes, et ce en dépit du potentiel stimulant pour l'esprit du champ d'investigation ainsi que des besoins manifestes d'une expertise pratique en la matière. L'argent est le nerf de la guerre de toute politique publique. Pour autant, les chercheurs universitaires en droit, en science politique, en philosophie, ou encore, en sociologie ont trop souvent craint de s'engager sur les terrains inconfortables de la comptabilité publique. Apprécier les subtilités de la gouvernance budgétaire européenne, du mode de financement des collectivités fédérées ou de l'évaluation de la dette et des transferts exige une maîtrise assumée de batteries conceptuelles et de grilles d'analyse diverses et variées. Damien Piron, politologue de formation, a accepté de relever le défi, non sans être conscient de la difficulté et des écueils qu'il serait susceptible de rencontrer et de l'ouverture d'esprit dont il devrait faire preuve.

Le meilleur moteur de cette recherche, qui combine des raisonnements juridiques et économiques poussés avec une armature philosophico-politique pour le moins solide, réside dans l'objectif essentiellement poursuivi : comprendre l'évolution

de l'État belge à travers les mécanismes financiers qui encadrent son action. Le résultat convaincant. Il montre le rôle majeur des finances de l'État en tant que facteur explicatif de la transformation de la Belgique et de ses régions. Contrairement à la représentation dépolitisée des finances publiques, qui repose sur le postulat d'une batterie de chiffres et d'indicateurs purement objectifs, que seule une poignée d'experts économistes et comptables serait en mesure de maîtriser, Damien Piron conçoit ces dispositifs financiers comme de véritables instruments de pouvoir qui structurent l'action de l'État de manière décisive. Les mécanismes de gestion des finances publiques sont une affaire de choix et ceux-ci sont éminemment politiques : tel est le cœur de la démonstration.

Pour développer son propos, préalablement à l'exercice d'analyse et de discussion propre à toute étude scientifique, l'auteur décortique des faits qui, tous renvoient à deux dynamiques à première vue contradictoires : la fédéralisation budgétaire et fiscale de la Belgique (logique de décentralisation), d'une part, et l'eupéanisation de la gouvernance budgétaire (logique de centralisation), d'autre part. Par-delà les intuitions de divergences d'évolutions et de logiques opposées qui caractériseraient a priori ces deux programmes d'action, la recherche aboutit à mettre en évidence un objectif qui leur est commun en réalité : celui de fabriquer, selon l'expression de Damien Piron, des régions « qui comptent ».

En guise d'appui de cette conclusion, cinq études de cas – dont le développement est un régal pour le lecteur – sont proposées, qui, chacune, éclairent une controverse relative à la transformation de la Flandre et de la Wallonie sous l'effet des finances publiques : la discussion sur l'évaluation des transferts financiers interrégionaux, en fonction d'une représentation comptable, soutenue par une coalition d'acteurs convaincus de la supériorité économique du Nord du pays ; la modification de la loi spéciale de financement des communautés et des régions à l'occasion de la sixième réforme de l'État, qui met en évidence la force de conviction des instruments de simulation économique développés par les centres fédéraux d'expertise ; les règles de calcul des critères de convergence de l'Union économique et monétaire européenne (critères dits de « Maastricht »), dont la mise en œuvre nécessite un travail de chiffrage important de la part d'Eurostat, l'organisme statistique européen ; la controverse relative au mode de calcul de la dette wallonne, qui a révélé médiatiquement la dynamique d'intégration des entités fédérées belges au programme européen de discipline budgétaire ; enfin, le partenariat public-privé en tant que technique d'investissement particulière, développée par les régions en réponse aux obligations budgétaires européennes. Au final, l'auteur perçoit, non sans la définir précisément, une même logique néolibérale à la base des interactions entre le fédéralisme budgétaire et fiscal belge et la gouvernance budgétaire européenne.

Le présent ouvrage est précieux à la fois pour les acteurs des finances publiques (en ce compris les mandataires politiques) et pour les citoyens. Il contribue non

seulement à l'émergence d'une connaissance technique (juridique et économique) en matière de finances publiques, mais aussi à l'éclaircissement critique des enjeux en termes d'avenir d'un État tel que la Belgique et des dynamiques sous-jacentes d'un point de vue politique et philosophique.

Il suffit maintenant d'espérer l'effet de contagion de cette stimulation à la réflexion et que les finances publiques retrouvent, à l'avenir, le statut d'objet central de choix politiques, qui fut le leur au moment de la formation des États libéraux démocratiques durant le XIX^e siècle.



Avant-propos

Peter Miller

Professor of Management Accounting
London School of Economics and Political Science
Fellow of the British Academy

This timely book goes to the heart of what is meant by neo-liberalism and economising, in a setting where the regions are both the objects and the subjects of political power.

By making regions the unit of analysis, and by examining their variable ontological status, Piron enables us to analyse the considerable autonomy of federated entities, the ways in which they are perpetually constructed and reconstructed. This relational perspective allows him to open up the black box of the region. It allows him to explore the multiple and heterogeneous associations that facilitate territorializing, de-territorializing, and re-territorializing. And it allows him to bring together political sociology and accounting in a highly productive partnership. In his hands, we come to see regions not as structures but as assemblages whose principal condition is one of co-functioning, being in the middle, being in between, being connected not only to public finances but also to the state, which some thought (wrongly) was off-limits to those drawing on the notion of governmentality.

As we follow Piron's narrative, we realise that just as there is no universal capitalism, there is no universal neo-liberalism, no universal economisation. Instead, we encounter multiple regions 'that count', multiple expertises that intervene (sometimes in concert and sometimes at odds with each other), multiple forms of autonomising that are paired uneasily with multiple attempts to discipline and control. No longer the monster that has featured in so many caricatures, and that continues to pollute political debate in the UK and elsewhere, we come to understand how economising, europeanising, and federalising can be linked and assembled in many different ways. Put differently, the autonomising and financialising of regions are complements rather than opponents.

It may be too late for the United Kingdom, but hopefully Piron's investigations can provide the basis for a more informed and nuanced debate within the European project as it continues to evolve.



Préface

Des États « gouvernables »

Micro et macro-politique des finances publiques

Benjamin Lemoine

Chargé de recherche CNRS
IRISSO – Université Paris-Dauphine

Le néologisme « gouvernable » était employé, rappelle Grégoire Chamayou (2018, p. 8), dès le XIX^e siècle afin d'évoquer les « propriétés de gouvernabilité d'un navire ou [...] d'un dirigeable » puis, par extension, celles « d'un cheval, d'un individu ou d'un peuple ». Depuis près de trois décennies, des technologies politiques visent à rendre « gouvernables » non plus des sujets politiques individuels mais les appareils de gouvernements eux-mêmes : les États.

Face au « *demos* insatiable », à l'« inflation des attentes sociales », pour enrayer la « spirale » de ses « revendications » et neutraliser le logiciel d'action keynésien, considéré comme le principal responsable des « maux » de l'économie (Chamayou, 2018), des tacticiens du pouvoir – économistes et conseillers du prince – ont cherché à imposer des verrous à la décision démocratique et entrepris de sanctuariser des territoires interdits aux représentants élus¹ : budget, fiscalité, monnaie. C'est ainsi qu'au cœur du pouvoir régalien, dans le domaine « sacré » des finances publiques (point d'articulation fondamental de la genèse des États modernes)², le pouvoir discrétionnaire des gouvernants est progressivement « destitué » par des instruments de gouvernement à distance, des critères « objectifs » à respecter, des indicateurs et des seuils qui s'imposent en débordant les clivages politiques

1. Les représentants politiques sont considérés dans ce schéma comme « trop perméables » à la demande dépendante parce que mus par l'unique souci d'être réélus.

2. Comme le mettent en exergue les travaux sur l'État de Norbert Élias, Pierre Bourdieu, Bruno Théret ou encore Jean-Philippe Genet. Pour une mise en perspective de ces analyses fondatrices appliquée à la question de la publicité des finances de l'État, cf. Gayon et Lemoine (2010).

gauche/droite. Une véritable métrologie capable d'encadrer le pouvoir politique et le déploiement des controverses s'installe.

Au sein de la zone euro, ce processus répond à plusieurs logiques complémentaires : *financiarisation* des États, dont le financement des déficits dépend des organisations de marché de capitaux et de leurs appréciations des orientations de politiques publiques ; et *européanisation* des normes de gouvernement, à travers la fixation de limites quantifiées garantissant la gestion « saine » des finances publiques – les 3 % de déficit et 60 % de dette rapportés au PIB du traité de Maastricht. Ces technologies de pouvoir tendent à expliciter les « limites » – le périmètre d'intervention – des entités politiques et institutionnelles (État, régions, communes), à réaligner leur rationalité économique sur une logique de calcul des coûts et bénéfices de leur existence, tout en contournant l'épreuve démocratique de la confrontation électorale. Les tentatives de « détronner le politique » et « d'insulariser les gouvernements », selon les mots de Friedrich Hayek (cité dans Chamayou, 2018, p. 236), s'effectuent ainsi « à pas feutrés plutôt qu'à grands bruits de bottes »³.

La matérialité et le détail de ces processus sont encore assez peu connus et discutés publiquement. À travers le cas du fragile système fédéral belge, où la solidarité entre les régions n'est jamais définitivement acquise, l'ouvrage de Damien Piron plonge le lecteur avec délectation dans les arcanes de l'ingénierie néo-libérale et de ses machines agissantes, capables de transformer l'État en « sujet » dont les finances sont gouvernées par les nombres et les cibles quantifiées. En s'inscrivant dans le renouveau des études de finances publiques (*i*), ce livre illustre la façon dont les politiques européennes de l'indépendance (*ii*) verrouillent l'espace du pensable sur les finances publiques et invite à une sociologie des finances publiques, articulée autour d'un constructivisme conséquent (*iii*) qui décrit la façon dont les dispositifs de pouvoir – statistiques, juridiques et financiers – façonnent, au terme d'une lutte sociale (*iv*), l'identité, les raisons d'agir et les modalités de « conscience » des êtres collectifs que sont les États.

SECTION 1

Refaire la sociologie politique des finances publiques

L'analyse des finances publiques fait l'objet d'un renouveau important depuis une vingtaine d'années : mobilisations sociales sur la fiscalité, rapports de force administratifs et politiques, culture institutionnelle des « moine-soldats » du Budget et instruments de gouvernement sont placés sous les feux de l'investigation dans le

3. Sur les politiques de « dépolitisation » ou « d'économisation », cf. Muniesa et Linhardt (2011).

champ académique francophone (Bezes & Siné, 2011 ; Delalande & Spire, 2010 ; Siné, 2005). Le retour en force de la sociologie pour saisir ces objets⁴ – auparavant confinés au droit public ou à la science politique ne s'intéressant qu'au « fonctionnement » des organisations publiques – dénature des phénomènes tels que la contrainte budgétaire, la financiarisation de la dette publique (Lemoine, 2016), l'objectif de lutte contre l'inflation, le calcul du PIB (qui sert au calcul du ratio de déficit/PIB) (Demenge, 2019), l'union bancaire européenne (Violle, 2017), ou encore la gestion dépolitisée de la monnaie (Perret, 2015 ; Polillo, 2011 ; Théret, 2016). Ce renouveau a accompagné la publicisation massive de ces objets au cours des dix dernières années. Des politiques d'austérité budgétaire en Grèce (poursuivies par un gouvernement initialement de gauche radicale) jusqu'au mouvement des gilets jaunes qui, en France et ailleurs dans le monde, réclame une plus grande justice fiscale en même temps que la réhabilitation des services publics⁵, les finances publiques ont fait une entrée fracassante sur le devant de la scène publique. Émancipées de leur aspect technique, qui les couperait « naturellement » des citoyens ordinaires, les questions fiscales, monétaires et budgétaires sont placées au centre des luttes sociales et politiques. Tel ne fût pas toujours le cas : en France par exemple, le budget est longtemps resté une matière soporifique, aride et réservée aux initiés – « litanie, léthargie, liturgie » caractérisaient, selon les mots d'Edgard Faure, les débats parlementaires afférents. Damien Piron s'inscrit dans le sillon réémergent de la sociologie politique des finances publiques en mobilisant de façon heuristique une approche inspirée de la sociologie des sciences et des techniques, déployée *via* une sociologie de la quantification.

Il ne faut pas négliger le travail nécessaire pour mettre à distance une littérature consacrée aux finances publiques qui montre souvent un déficit de réflexivité et de distance critique. Il serait une gageure, qui virerait à l'inutile, de recenser les innombrables écrits de juristes, d'économistes, de politistes, mais aussi d'éditorialistes et de professionnels de la politique qui occupent le terrain des finances publiques en les abordant de façon a-empirique et à l'aune de questions normatives : « qu'est-ce qu'une bonne dette ? » ; « un État peut-il faire faillite ? » ; « le gouvernement est-il correctement et sainement géré ? ». Et ce n'est pas une mince affaire que de ne pas balayer ces questions mal formulées d'un revers de main méprisant mais, au contraire, de les prendre plus sérieusement encore en enquêtant sur le caractère politique d'une foule de technologies de « mesure » — autant de dispositifs qui sont d'ordinaire pris pour acquis et mis au service d'argumentaires (souvent inconsciemment) politiques.

4. On pense au manuel de Lalumière (1971), qui posait les bases d'une telle approche.

5. Si les mouvements antifiscaux de contestation de l'impôt renvoient à une histoire longue, la particularité de la période contemporaine est bien de porter sur la place publique à la fois une exigence de justice fiscale – que tout le monde soit mis à contribution de façon équitable, et non une course au moins-disant fiscal – et un « attachement à l'État » (Spire, 2018). Les revendications des gilets jaunes se sont extirpées de l'impasse créée par les « politologues-sondeurs » et reprise par le cynisme gouvernemental en France comme une contradiction indépassable, dans sa parodie de grand débat : vouloir à la fois moins d'impôts et plus de dépenses publiques.

Le travail de Damien Piron montre qu'en renversant la démarche, c'est-à-dire en repartant des chaînes d'intermédiation (calculs, cartes et comparaisons) qui attachent les acteurs et entités politiques, plutôt qu'en s'en servant comme une arme rhétorique, il est possible de réapprivoiser « le grand Léviathan » (Callon & Latour, 2013) et de revisiter à nouveaux frais les grandes questions de la science politique : qu'est-ce qu'un État, un gouvernement, un être collectif, une coopération et une compétition entre unités politiques ? L'auteur expose comment une entité collective, une grandeur macroscopique, une unité politique comme la Belgique, ne peut être saisie avant l'enquête en tant que « facteur » expliquant les asymétries qui composent le réel, mais doit être appréhendée comme le résultat d'un assemblage, contingent mais néanmoins robuste, construit mais bien réel, de territoires (dont les frontières sont définies par les situations controversées), de droits (financiers, fiscaux, économiques et sociaux) et de formes d'autorité (des institutions politiques stables) ; assemblage auquel Damien Piron ajoute la pièce essentielle des technologies de quantification. En se demandant « en quoi consiste » la Belgique⁶, cet ouvrage emporte le lecteur, non pas dans les « entrailles de l'État » puisqu'il s'inscrit dans un programme foucauldien, mais plutôt dans les réseaux et les entrelacs en mouvement de la « gouvernementalité » (Laborier, 2014 ; Lascombes, 2004).

SECTION 2

Finances et format de l'« indépendance » en Europe : une réduction de l'espace du pensable et des possibles

L'Union européenne a construit sa légitimité politique à travers le registre de « l'indépendance », de l'expertise et de la froide raison transcendant les particularismes – qu'ils soient souverains, étatiques, régionaux, privés ou publics (Vauchez, 2016). Cette politique de l'indépendance, qui prend racine dans l'exigence d'une construction supranationale relativement autonome vis-à-vis des États membres, est déclinée en différents secteurs de l'activité sociale et économique *via* le format « d'agence » bureaucratique (appliquée aux domaines sanitaire, monétaire, financier, budgétaire, etc.). Ce mode de gouvernement n'a rien à voir avec une position de retrait de l'exécutif politique vis-à-vis de l'économie et de ses acteurs. Il s'agit au contraire d'organiser la défense du « projet originel » d'une Europe conçue comme la mise en ordre libérale de territoires et la construction d'un grand marché compétitif.

6. Comme Emmanuel Didier (2009) saisit avec les appareillages statistiques l'assemblage macroscopique et macro-économique des États-Unis.

Ce mode de gouvernement n'opère et ne peut exister qu'à travers des instruments bureaucratiques de surveillance, de contrôle, de mesure et d'intervention susceptibles de garantir que les règles de marché (ses fondamentaux, ses modes d'évaluation et sa logique compétitive) sont respectées au sein de ces espaces géographiques (dont les limites peuvent être révisées)⁷. Les instances européennes se placent ainsi en position « d'objectivité » – sur un modèle inspiré du positivisme scientifique⁸ – vis-à-vis des États membres, réduits à des sujets politiques partisans. Ces institutions construisent en effet leur légitimité sur leur expertise, affirmant sans cesse l'étendue de leur périmètre et justifiant la respectabilité de leurs décisions par leur statut d'organisations indépendantes du pouvoir discrétionnaire et arbitraire du politique. Cela ne se fait toutefois pas sans à-coups ni ratés⁹. L'ouvrage met en exergue la posture « vacillante » (Gayon, 2009) de l'expert-indépendant à l'œuvre avec le cas de la Commission européenne et de son « bras » statistique, Eurostat.

Cahin-caha, les chiffres et nombres des finances publiques orchestrent un « gouvernement automatique » : à travers les résultats qu'ils livrent, ils doivent décider par eux-mêmes du sort d'un État (son appartenance ou non à la zone euro, la légitimité d'un gouvernement à donner de la voix dans le concert des nations réunies, etc.), mais peuvent aussi influencer sur le traitement que lui réservent les investisseurs financiers. Damien Piron (2019b, p. 89) explique qu'« en vue de renforcer sa crédibilité sur les marchés financiers, l'État consolidateur », inséré dans le réseau de pouvoirs européens, « recourt à des instruments juridiques de portée (quasi) constitutionnelle en vue de "se lier les mains" en faveur d'un faible niveau de déficit et de dette. [...] Les pouvoirs publics délèguent ainsi la gestion de pans entiers des finances publiques à des organes technocratiques indépendants, dotés de larges pouvoirs discrétionnaires, à l'instar d'Eurostat dans la définition et le calcul des indicateurs de finances publiques ».

À l'ordre de marché, stabilisé en différents pays, évaluant et sanctionnant les finances publiques par le taux d'intérêt de la dette, s'adjoint un ordre institutionnel européen qui le redouble en instituant une règle externe et supérieure, une « norme constitutionnelle » restrictive et « sacro-sainte » d'équilibre budgétaire. La « mise en place d'un système fédéral » était pressentie par Hayek, dès

7. Pour une analyse détaillée de la façon dont cet arrangement européen – et ce mode d'existence particulier de l'Europe – opère à travers des objets et les tentatives d'harmonisation de leur traitement, cf. Laurent (2019).

8. Pour une analyse de la domination de la Banque centrale européenne par l'objectivité scientifique et la mise en scène d'un capital scientifique, cf. Mudge et Vauchez (2016).

9. Les premiers pas d'Eurostat dans l'arbitrage de la course aux bons chiffres de finances publiques, mettant aux prises les pays candidats à la monnaie unique européenne, se font à travers un fracassant *French Case* (les autorités européennes et statistiques sont accusées d'être à la fois juges et arbitres dans l'évaluation des comptes et du cas français) ou encore, lors de la crise financière de 2008, quand Christine Lagarde, alors ministre des finances européennes, a fait pression à haut niveau auprès de la Commission européenne et de son office statistique « relativement indépendant » (Eurostat encore donc) pour faire avaliser le classement comptable des opérations de refinancement de l'économie française afin que celles-ci ne nuisent pas aux ratios de finances publiques. Cf. Lemoine (2016).

1939, comme la voie royale « pour une restriction du pouvoir du gouvernement » par le biais d'une « constitutionnalisation économique de la politique à l'échelon supranational » (cité dans Chamayou, 2018, p. 240). La lutte des classes pour la fabrique des politiques de finances publiques au sein d'un État est arrimée à une lutte de classements comptables des États entre eux au sein de l'Europe. Plus précisément, se met en place une lutte bureaucratique nationale et européenne pour classer et contraindre les États à respecter les obligations et efforts nécessaires afin d'atteindre ce classement, établi conformément à des conventions orthodoxes verrouillées. Les dispositifs techniques reconduisent sur un terrain moins visible, plus « capillaire » et technicisé, la lutte entre groupes sociaux pour la définition des priorités macro-économiques : la lutte contre l'inflation et l'abaissement corrélatif des droits sociaux et des travailleurs *versus* l'extension et l'amélioration de l'État social, des services publics et de l'investissement (écologique) public.

L'apposition du standard de « l'indépendance » statistique, qui véhicule des priorités sur les finances publiques (l'équilibre budgétaire et la privatisation des services publics), ressemble en certains États à un « plaquage » artificiel et à une épreuve de force, comme ce fût le cas à la suite de la crise statistique grecque. La réponse des autorités européennes aux controverses grecques sur la nature des chiffres a consisté, en alternant violence symbolique et coercition institutionnelle, à stigmatiser l'« exotisme » grec dans sa gestion des finances publiques – à rapprocher du qualificatif « PIGS » dans l'espace mental de certains investisseurs, *i.e.* une société « peu travailleuse », la « générosité excessive » de l'État social, etc. – ainsi que son excès d'interventionnisme politique dans les affaires comptables¹⁰. Dans d'autres pays (France, Allemagne), ce standard vient verrouiller, à travers une infrastructure chiffrée rigide, un ordre social et bureaucratique déjà stabilisé dans une constitution financière et monétaire favorable aux créanciers et investisseurs financiers. En Belgique, la mise en concurrence statistique conduit paradoxalement à renforcer la compétition entre régions d'un même État fédéral, consolidant « la-partie-de-la-Flandre » qui épouse ce modèle orthodoxe, et fragilisant les résidus de keynésianisme en Wallonie. L'infrastructure belge qui notifie à Eurostat les comptes de « la Belgique dans son entier » (les chiffres fédéraux), plutôt que d'être une force centripète qui consoliderait l'unité nationale, « pousse au crime » de la rivalité entre entités régionales – dont le financement obéit à une concurrence en vue d'attirer les résidents aisés et d'accroître leurs recettes budgétaires. La statistique européenne (arrimée à l'autonomie budgétaire et fiscale des régions) fait le jeu de l'indépendance flamande, forte de ses performances comptables et budgétaires, « bonne élève » de l'ordo-libéralisme européen.

10. Comme si la Grèce, sur ce point, était un cas isolé. Cf. note de bas de page précédente, ainsi que Lemoine (2018).

SECTION 3

Finances et constructivisme conséquent : l'ontologie des êtres collectifs

Dès l'entame du livre de Damien Piron, le suspense est installé. La consistance de la Belgique fédérale est menacée. La scénographie du « crime » de l'être fédéral est posée par les acteurs eux-mêmes. Des coupables sont imposés : la Wallonie « dépendante », économiquement « fragile » et peu « compétitive ». Des processus et responsabilités sont identifiés : « la drogue à la dette et à la dépense publique improductive » de la Région wallonne, qui se distingue par sa volonté de restructurer le tissu économique à l'aide d'un programme de relance économique faisant la part belle à l'investissement public – les acteurs évoquent un « Plan Marshall pour la Wallonie ». Et, enfin, des sauveteurs qui ne veulent plus assumer leur rôle se font entendre : les représentants du nationalisme flamand ne veulent plus jouer le rôle de « pompier » de la Wallonie ou de la Belgique fédérale présentée comme le nouveau malade de l'Europe, ils attendent désormais un « juste retour » dans l'ordre des transferts régionaux. La controverse sur les transferts inter-régionaux, analysée par Damien Piron, montre comment des instruments comptables mettent en jeu la gamme des entités politiques possibles. Les économistes calculateurs flamands, véritables entrepreneurs de cause et séparatiste, vont tenter de rendre visible le « manque à gagner » flamand dans le cadre de l'unité belge. Décrivant différentes générations de ces économistes, situés aux confins de l'université et de la sphère bancaire et financière, Damien Piron montre comment la science du calcul des coûts et des rendements de l'unité fédérale projette sur des comptes financiers les futurs politiques possibles – plus ou moins faisables, raisonnables et avantageux – et peut faire ou défaire la Belgique fédérale. Ces économistes veulent redéfinir la représentation du territoire économique de la Belgique, en valorisant l'identité, la force et la contribution économique spécifiquement flamandes. « La Flandre » qu'ils construisent devient un territoire homogène, le Flamand « moyen » n'est autre qu'un travailleur besogneux et producteur de richesses, et les transferts « interrégionaux » au « profit » de la Wallonie sont réduits à n'être qu'un sacrifice, une pure perte.

La « performance » est exclusivement du côté de la Flandre, le reste n'est que « solidarité » envers le canard boiteux wallon qui serait le seul bénéficiaire de l'unité belge. Selon cette logique, le fédéralisme, son unité, son mode de fonctionnement et ses transferts inter-régionaux sont constitués en « problèmes ». Selon la méthode de calcul « du juste retour » dont les économistes se font les porteurs, il s'agit désormais d'attendre une contrepartie solide en face de chaque contribution : peu à peu s'impose le postulat que « chaque euro de transfert est indésirable et est potentiellement un euro en trop » (Piron, 2019a, p. 146). Ce schème contributif, à rebours de l'impôt-solidarité, vient performer des régions égotiques et égoïstes, livrées à elles-mêmes

et hermétiques, et tend à invisibiliser sur le plan comptable *tout ce que fait l'unité* à chacune des parties. Contribution du tout aux parties que réaffirment d'autres économistes défendant une approche bouclée et consistante de la macro-économie. Les techniques comptables déploient une cartographie des effets de gouvernements et donnent à voir ou à ne pas voir aux citoyens ce dont sont capables les échelles politiques – des régions indépendantes ou *inter-dépendantes* – dans lesquelles s'investissent les affects citoyens (Lordon, 2018). Mieux ces dispositifs performant des entités égotiques qui délégitiment, par effacement comptable, les « indénombrables transactions que concluent quotidiennement les citoyens » de ces différentes régions : « une telle conception nie, en d'autres termes, la possibilité de dépenses à caractère véritablement fédéral, c'est-à-dire réalisées dans l'intérêt de l'ensemble de la collectivité nationale – et non de l'une ou l'autre de ses régions uniquement » (Piron, 2019a, p. 132). La mise en compte, prise dans cet arrangement précis, intensifie et naturalise « une mise en concurrence généralisée des territoires »¹¹.

Des historiens vont se retrouver au centre de la controverse¹². Pour les défenseurs de l'indépendance flamande, les docteurs du passé apporteraient « la preuve » de la contribution flamande aux déficits wallons, et l'absence de la réciproque au cours de l'histoire. Au-delà de toute forme de positivisme, ces exemples montrent comment les sciences, et tout particulièrement les sciences sociales, s'arriment aux entreprises politiques pour configurer *des Belgique possibles* et *des liens pensables* et visibles entre unités institutionnelles. Damien Piron (2019a, p. 145) évoque ici très justement la dimension « proprement subjectivante des comptabilités ». Ces mises en compte font advenir des réalités : le « bien-être-de-la-Flandre » (qui, à cause du fédéralisme, connaît un niveau élevé de « charges » fiscales réduisant sa compétitivité par rapport aux autres régions du top européen), le « flamand-moyen » le « flamand-contribuable-rationnel-et-orthodoxe » et enfin « le wallon-endetté ». Ces artefacts, produits par la technologie comptable, en circulant dans l'espace public et politique, deviennent des réalités structurantes. Les sujets des finances publiques qui colonisent le débat réifient un acteur-social-individuel-égoïste, calculateur libéral et contribuable « moins-disant »¹³. De même, la région défaillante (la Wallonie) est assimilée à une « branche de l'entreprise Belgique » non performante, dont il faudrait se délester pour améliorer l'image et le bilan de « l'entreprise-à-succès-Flandre », avant la présentation de sa signature sur les marchés obligataires ou son « introduction en bourse », pour poursuivre la métaphore de l'entreprise.

11. Corroborant ce phénomène, Alexis Spire (2018, p. 277) remarque dans son travail qu'« en Lombardie, en Vénétie, tout comme en Catalogne, l'enjeu du débat politique se cristallise autour du solde fiscal, c'est-à-dire le différentiel entre ce que rapportent les régions et ce qu'elles reçoivent comme argent public ».

12. Pour un autre cas de mobilisation des historiens dans l'espace public, dans le cadre d'un procès pour délivrer la « bonne version de l'histoire », cf. Baudrin (2018).

13. Conformément à la théorie de l'impôt-prix qui « assimile la relation entre le contribuable et l'État à un échange économique entre un producteur de services publics et un citoyen-consommateur/client. Ce point de vue individualiste s'oppose à la théorie de "l'impôt-solidarité", qui justifie la redistribution opérée à travers le système (para)fiscal par l'existence d'un "devoir moral" de solidarité entre les multiples composantes d'une société – la société belge en l'occurrence » (Piron, 2019a, p. 146).

Mais ces constructions se heurtent aux comptages légitimés par le sceau de l'institution : la comptabilité nationale belge se refuse par exemple à considérer les charges de la dette payées par la Flandre (au bénéfice du paiement des déficits structurels de la Wallonie) comme un transfert financier, un « don » sans contrepartie de la Flandre à la Wallonie. De fait, les comptables nationaux rappellent qu'il convient, en face de tout passif, de réintroduire l'actif – et en face de la dette, la créance et son détenteur. Impossible donc d'établir un « flamand-moyen-endetté » quand, *de facto*, un certain particulier flamand s'enrichit par son épargne placée (et le paiement des intérêts qui lui revient) en dette fédérale et obligation du Trésor belge. Dans le cadre de ce processus, les autorités wallonnes sont confrontées à un dilemme tenace : faut-il accepter de « se mesurer » à la Flandre, c'est-à-dire « jouer le jeu » de la quantification et chercher à prouver la valeur spécifique de l'économie wallonne et des « wallons innovateurs » (Macq, 2018) au risque d'épouser le mode de raisonnement des dominants « flamands » ? Faut-il au contraire refuser ce jeu mais prendre le risque de laisser le terrain académique, politique et médiatique être saturé des analyses exclusivement à charge des régions les moins prospères financièrement ? Cette résistance se prive aussi de la possibilité de développer une représentation (et, par extension, une manière de voir) alternative des phénomènes économiques et sociaux.

SECTION 4

Finances, hiérarchies sociales et construction des sujets-politiques

Dans ces inégalités intra-régionales, ou infra-étatiques, se niche le cœur du programme sociologique esquissé dans le livre de Damien Piron. Il consiste à saisir comment des êtres collectifs et politiques (des entités macro) se subjectivent conformément à un double processus : les États sont *assujettis* aux technologies politiques néolibérales et dans le même mouvement se re-constituent en tant que *sujets*, mus par des raisons d'agir et une conscience « d'être souverain » spécifique. Ces processus de subjectivation sont intriqués aux luttes pour la hiérarchisation des droits et devoirs de ces mêmes entités. « L'intérêt général » – d'un État, d'une région, d'une municipalité – est « provisoirement » suspendu aux batailles pour stabiliser les modes d'action financière légitimes. La « micropolitique néolibérale » des technologies de mesure – qui vise à « modifier les façons de se conduire soi-même, de se comporter avec les autres » et « produit des effets sur la conscience et sur l'action » en altérant « radicalement les capacités de penser et les manières d'agir à un niveau anthropologique » (Chamayou, 2018, p. 261) – produit des effets macroscopiques, des ontologies d'État. De telles dynamiques, accrochées à un

principe de marché en tant que régulateur global, se retrouvent dans certains pays en voie de développement (et en passe d'entrer dans le club des pays avancés), où s'impose au terme de disputes une définition de leur intérêt national qui s'aligne sur les intérêts financiers. Dans l'ordre des priorités domestiques, l'objectif de crédibilité et de modernité sur les grandes places financières du globe vient désormais subsumer les autres (Lemoine, 2018). Au-delà de toute forme de « straté-gisme » dans le décryptage de l'action¹⁴, ce sont bien des raisons d'agir, des valeurs, des « économies morales » (Fassin, 2015) du souverain qui sont façonnées en bout de course, une fois les alternatives écartées au terme d'épreuves où elles ont échoué à s'imposer, altérant structurellement les circonstances du choix et de la « conscience ». Une vérité ontologique de l'État, à la fois *assujetti* au gouvernement néolibéral et *sujet* dont les mœurs et intérêts stratégiques sont reconfigurés, fait jour et se stabilise : un État égoïste et « survivaliste » qui considère la coopération avec d'autres entités politiques comme un frein à la performance plutôt que comme la clé du succès universel.

Bibliographie

- Baudrin, M. (2018). *Maintenir la technologie aérosol et son industrie : Une enquête sur les collectifs industriels (1958-2016)* [Thèse de doctorat en Sciences, Technologies, Sociétés]. Paris : Mines ParisTech.
- Bezes, Ph., & Siné, A. (2011). *Gouverner (par) les finances publiques*. Paris : Presses de Science Po.
- Callon, M., & Latour, B. (2013). Le grand Léviathan s'approprié-t-il ? In M. Akrich, M. Callon, & B. Latour (éd.), *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs* (pp. 11-32). Paris : Presses des Mines.
- Chamayou, G. (2018). *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*. Paris : La Fabrique.
- Delalande, N., & Spire, A. (2010). *Histoire sociale de l'impôt*. Paris : La Découverte.
- Demenge, V. (2019). *Les conditions bureaucratiques du désencastrement de l'économie. Une sociohistoire administrative de la catégorie de « croissance économique » (1949-1983)*. Présenté à la 15^e édition du Congrès de l'Association Française de Science Politique, Bordeaux.
- Didier, E. (2009). *En quoi consiste l'Amérique ? Les statistiques, le New Deal et la démocratie*. Paris : La Découverte.

14. La représentation « stratégiste » des acteurs ou des entités étudié(e)s est reconduite sous forme d'impensé par le sociologue dans certaines analyses des associations d'acteurs-réseaux (ANT), où la conception de l'intérêt et la consistance morale, sociologique et politique de ce qui intéresse et fait s'associer n'est pas interrogée.

- Fassin, D. (éd.). (2015). *At the Heart of the State: The Moral World of Institutions*. London : Pluto Press.
- Gayon, V. (2009). Le crédit vacillant de l'expert : L'OCDE face au chômage dans les années 1990 et 2000. *Cultures & Conflits*, 75(3), 53-73.
- Gayon, V., & Lemoine, B. (2010). Argent public. *Genèses*, 80(3), 2-7.
- Laborier, P. (2014). La gouvernementalité. In J.-F. Bert & J. Lamy (éd.), *Michel Foucault. Un héritage critique* (p. 169-181). Paris : Éditions du CNRS.
- Lalumière, P. (1971). *Finances publiques*. Paris : Armand Colin.
- Lascoumes, P. (2004). La Gouvernementalité : De la critique de l'État aux technologies du pouvoir. *Le Portique*, (13-14), 1-15.
- Laurent, B. (2019). *European Objects. The troubled dreams of harmonization* [Manuscrit original pour l'habilitation à diriger des recherches]. Paris : Science Po Paris.
- Lemoine, B. (2016). *L'ordre de la dette : Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché*. Paris : La Découverte.
- Lemoine, B. (2018). Démocratie des faits ou démocratie défaite ? Politique et statistique pendant la crise grecque. *Statistique et Société*, 6(2), 9-19.
- Linhardt, D., & Muniesa, F. (2011). Tenir lieu de politique : Le paradoxe des « politiques d'économisation ». *Politix*, 95(3), 7-21.
- Lordon, F. (2018). *La condition anarchique. Affects et institutions de la valeur*. Paris : Seuil.
- Macq, H. (2018). *Turning Wallonia into a lab: When economic strategies meet creativity and experimentation dynamics*. Présenté à l'European Association for the Study of Science and Technology (EASST), Lancaster.
- Mudge, S., & Vauchez, A. (2016). Fielding supranationalism: The European Central Bank as a field effect. *The Sociological Review Monographs*, 64(2), 146-169.
- Perret, V. (2015). *Monnaie et citoyenneté. Les citoyens à l'épreuve de la globalisation financière*. Berne : Peter Lang.
- Piron, D. (2019a). *Gouverner les régions par les finances publiques—Européanisation, fédéralisation et néolibéralisme en Belgique*. Bruxelles : Larcier.
- Piron, D. (2019b). La reconfiguration néolibérale déchiffrée par les finances publiques. *Revue nouvelle*, 74(3), 84-91.
- Polillo, S. (2011). Money, Moral Authority, and the Politics of Creditworthiness. *American Sociological Review*, 76(3), 437-464.
- Siné, A. (2005). *L'ordre budgétaire. L'économie politique des dépenses de l'État*. Paris : Economica.

- Spire, A. (2018). *Résistances à l'impôt, attachement à l'État. Enquête sur les contribuables français*. Paris : Seuil.
- Théret, B. (2016). Dette publique et auto-répression monétaire des États. *Savoir/Agir*, 35(1), 63-75.
- Vachez, A. (2016). The Appeal of Independence: Exploring Europe's Way of Political Legitimacy. *TARN Working Paper*, (7), 1-20.
- Violle, A. (2017). Banking supervision and the politics of verification: The 2014 stress test in the European Banking Union. *Economy & Society*, 46(3-4), 432-451.

Bibliographie

- Accaputo, A., Bayenet, B. & Pagano, G. (2006). Le plan Marshall pour la Wallonie. *Courrier hebdomadaire du CRISP, 1919-1920*, 5-73.
- Adam, I. (2013). Immigrant Integration Policies of the Belgian Regions : Sub-state Nationalism and Policy Divergence after Devolution. *Regional & Federal Studies*, 23(5), 547-569.
- Alesina, A. & Ardagna, S. (2010). Large Changes in Fiscal Policy : Taxes versus Spending. *Tax Policy and the Economy*, 24(1), 35-68.
- Algoed, K. (2009). De onderfinanciering van Brussel : een mythe ? *Vives Beleidspaper*, 7, 1-30.
- Algoed, K. & Heremans, D. (2008). The incentive effects of the Belgian Financial Arrangements for the Regions. *Steunpunt Fiscaliteit & Begroting*, 1-15.
- Algoed, K., Heremans, D. & Peeters, T. (2007). Voorrang geven aan meer financieel-fiscale verantwoordelijkheid in een nieuwe staatshervorming. *Leuvense Economische Standpunten*, 115, 1-31.
- Allen, J. & Cochrane, A. (2007). Beyond the Territorial Fix : Assemblages, Politics and Power. *Regional Studies*, 41(9), 1161-1175.
- Allen, J., Massey, D. B. & Cochrane, A. (1998). *Rethinking the region : Spaces of neo-liberalism*. Londres : Routledge.
- Alt, J. & Lassen, D. (2006). Fiscal transparency, political parties, and debt in OECD countries. *European Economic Review*, 50(6), 1403-1439.
- Amin, A. (2004). Regions Unbound : Towards a New Politics of Place. *Geografiska Annaler*, 86(1), 33-44.
- Anderson, B. (1983). *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Londres : Verso.
- Arcq, E. (1993). Le transfert de l'exercice des compétences de la communauté française. *Courrier hebdomadaire du CRISP, 1410-1411*, 1-61.
- Ardant, G. (1972). *Histoire de l'impôt*. Paris : Fayard.

- Atkinson, A. & Stiglitz, J. (1980). *Lectures on Public Economics*. New York : McGraw-Hill.
- Aubin, D., Leloup, F. & Schiffino, N. (2012). *La reconfiguration de l'action publique en Belgique*. Louvain-la-Neuve : L'Harmattan/Academia.
- Aucoin, P. (1990). Administrative Reform in Public Management : Paradigms, Principles, Paradoxes and Pendulums. *Governance*, 3(2), 115-137.
- Austin, J. L. (1962). *How to do Things with Words*. Oxford : Clarendon press.
- Banque nationale de Belgique. (2011). *Rapport annuel 2010*. Bruxelles.
- Banque nationale de Belgique. (2014). *SEC 2010 : le nouveau cadre de référence des comptes nationaux*. Bruxelles.
- Banque nationale de Belgique. (2018). *Comptes régionaux – 2017*. Bruxelles.
- Banque nationale de Belgique & Bureau fédéral du Plan. (2011). *Note au formateur : modèles et hypothèses sous-jacents aux projections macroéconomiques utilisées dans le cadre des simulations de réforme de la loi spéciale de financement (hors transferts de nouvelles compétences)*. Bruxelles. Extrait de https://www.nbb.be/doc/ts/formateur/note_28_09_2011_fr.pdf.
- Bardet, F. (2014). *La contre-révolution comptable – Ces chiffres qui nous gouvernent*. Paris : Les belles lettres.
- Barry, A. (2006). Technological Zones. *European Journal of Social Theory*, 9(2), 239-253.
- Barry, A. (2013). The Translation Zone : Between Actor-Network Theory and International Relations. *Millennium – Journal of International Studies*, 41(3), 413-429.
- Bauer, M. & Becker, S. (2014). The Unexpected Winner of the Crisis : The European Commission's Strengthened Role in Economic Governance. *Journal of European Integration*, 36(3), 213-229.
- Bayenet, B. (2002). La réforme institutionnelle de 2001 et les finances du pouvoir fédéral. *Administration publique (Trimestriel)*, 2002(2), 254-262.
- Bayenet, B., Bourgeois, M. & Darte, D. (2017). *Les finances et l'autonomie fiscale des entités fédérées après la sixième réforme de l'État. Précis des nouvelles règles de financement des communautés et des régions*. Bruxelles : Larcier.
- Bayenet, B., Capron, H. & Liégeois, P. (2007a). Conclusion : voyage au coeur de la Belgique fédérale. In B. Bayenet, H. Capron & P. Liégeois (eds.), *L'espace Wallonie-Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique* (pp. 349-388). Bruxelles : De Boeck.
- Bayenet, B., Capron, H. & Liégeois, P. (2007b). Introduction : la Belgique à la croisée des chemins. In B. Bayenet, H. Capron & P. Liégeois (eds.), *L'espace Wallonie-Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique* (pp. 14-36). Bruxelles : De Boeck.
- Bayenet, B., Feron, M., Gilbert, V. & Thys-Clément, F. (2000). *Le fédéralisme budgétaire : mode d'emploi*. Bruxelles : Éditions de l'Université libre de Bruxelles.

- Bayenet, B. & Pagano, G. (2011). *Le financement des entités fédérées : un système en voie de transformation*. Bruxelles : Éditions du CRISP.
- Bayenet, B. & Pagano, G. (2013). Le financement des entités fédérées dans l'accord de réformes institutionnelles du 11 octobre 2011. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2180-2181, 5-95.
- Bean, C. (1998). The Stability Pact : More than a Minor Nuisance ? Discussion. *Economic Policy*, 13(26), 104-107.
- Beckers, J. (1991). *Overzicht van het begrotingsrecht in België*. Bruxelles : Story-Scientia.
- Beckert, J. (2016). *Imagined Futures*. Cambridge : Harvard University Press.
- Begg, D., Giavazzi, F., Spaventa, L. & Wyplosz, C. (1991). European Monetary Union – The Macro Issues. *Monitoring European Integration*, 2, 3-68.
- Beke, W. (2011). *Cadre de négociation : modèle de financement*.
- Bezes, P. (2005). Rationalisation salariale dans l'administration française : un instrument discret. In P. Lascoumes & P. Le Galès (eds.), *Gouverner par les instruments* (pp. 71-122). Paris : Presses de Sciences Po.
- Bezes, P. (2009). *Réinventer l'État – Les réformes de l'administration française (1962-2008)*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Bezes, P., Chiapello, E. & Desmarez, P. (2016). La tension savoirs-pouvoirs à l'épreuve du gouvernement par les indicateurs de performance. *Sociologie du travail*, 58(4), 347-369.
- Bezes, P. & Siné, A. (2011). Gouverner (par) les finances publiques – Perspectives de recherche. In P. Bezes & A. Siné (eds.), *Gouverner (par) les finances publiques* (pp. 17-111). Paris : Presses de Sciences Po.
- Bini-Smaghi, L., Padoa-Schioppa, T. & Papadia, F. (1994). The Transition to EMU in the Maastricht Treaty. *Essays in International Finance*, 194, 1-74.
- Bisciari, P. & Van Meensel, L. (2012). La réforme de la loi de financement des communautés et régions. *Revue économique*, 65-85.
- Blaise, P., de Coorebyter, V. & Faniel, J. (2010). Le résultat des élections fédérales du 13 juin 2010. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2082-2083, 7-98.
- Blöndal, J. (2003). Budget Reform in OECD Member Countries : Common Trends. *OECD Journal on Budgeting*, 2(4), 7-25.
- Blyth, M. (2013). *Austerity : The History of a Dangerous Idea*. Oxford : Oxford University Press.
- Boehme, O. (2008). *Greep naar de markt. De sociaal-economische agenda van de Vlaamse Beweging en haar ideologische versplintering tijdens het interbellum*. Louvain : Lannoo.
- Boex, L., Martinez-Vazquez, J. & McNab, R. (2000). Multi-Year Budgeting : A Review of International Practices and Lessons for Developing and Transitional Economies. *Public Budgeting & Finance*, 20(2), 91-112.

- Boswell, C. (2009). *The Political Uses of Expert Knowledge : Immigration Policy and Social Research*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Bourdieu, P., Chamboredon, J.-C. & Passeron, J.-C. (1964). *Le métier de sociologue*. Paris : Mouton de Gruyter.
- Bourgeois, M. (2003). Fin de législature : le point sur l'autonomie fiscale des communautés et des régions. *Comptabilité et fiscalité pratiques*, 209-277.
- Bourgeois, M. (2011). Quelques réflexions à propos de la régionalisation de l'impôt des personnes physiques en Belgique. In M. Bourgeois & I. Richelle (eds.), *En quête de fiscalité et autres propos... Mélanges offerts à Jean-Pierre Bours* (pp. 101-123). Bruxelles : Larcier.
- Bourgeois, M., Van Der Stichele, G. & Verdonck, M. (2002). Le refinancement des communautés et l'extension de l'autonomie fiscale des régions : aspects juridiques et économiques. *Administration publique (Trimestriel)*, 2, 235-253.
- Bouvier, M. (2012). *Introduction au droit fiscal général et à la théorie de l'impôt*. Paris : L.G.D.J.
- Bouvier, M., Esclassan, M.-C. & Lassale, J.-P. (2016). *Finances publiques* (15^e ed.). Paris : L.G.D.J.
- Bowker, G. & Star, S. (1999). *Sorting Things Out – Classification and Its Consequences*. Cambridge : MIT Press.
- Brans, M. & Aubin, D. (2017). *Policy analysis in Belgium*. Bristol : Policy Press.
- Brans, M., De Visscher, C. & Vancoppenolle, D. (2006). Administrative reform in Belgium : Maintenance or modernisation ? *West European Politics*, 29(5), 979-998.
- Brennan, G. & Buchanan, J. (1980). *The Power to Tax : Analytic Foundations of a Fiscal Constitution*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Brenner, N. (2001). The limits to scale ? Methodological reflections on scalar structuration. *Progress in Human Geography*, 25(4), 591-614.
- Broadbent, J. & Laughlin, R. (2003). Public private partnerships : an introduction. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 16(3), 332-341.
- Brown, W. (2015). *Undoing the Demos : Neoliberalism's Stealth Revolution*. Cambridge : MIT Press.
- Bruno, I. & Didier, E. (2013). *Benchmarking : l'État sous pression statistique*. Paris : La Découverte.
- Bruno, I., Didier, E. & Prévieux, J. (2014). *Statactivisme : comment lutter avec des nombres*. Paris : La Découverte.
- Bruno, I., Didier, E., Prévieux, J. & Tasset, C. (2014). Introduction : Pour un statactivisme. In I. Bruno, E. Didier & J. Prévieux (eds.), *Statactivisme : comment lutter avec les nombres* (pp. 5-30). Paris : Zones.

- Buchanan, J. (1965). An Economic Theory of Clubs. *Economica*, 32(125), 1-14.
- Buchanan, J. (1987). The Constitution of Economic Policy. *The American Economic Review*, 77(3), 243-250.
- Buchanan, J. (1991a). Constitutional Economics. In J. Eatwell, M. Milgate & P. Newman (eds.), *The World of Economics* (pp. 134-142). Londres : Palgrave Macmillan.
- Buchanan, J. (1991b). The domain of constitutional economics. *Constitutional Political Economy*, 1(1), 1-18.
- Buchanan, J. & Tullock, G. (1962). *The Calculus of Consent : Logical Foundations of Constitutional Democracy*. Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Buiter, W., Corsetti, G. & Roubini, N. (1993). Excessive Deficits : Sense and Nonsense in the Treaty of Maastricht. *Economic Policy*, 8(16), 57-100.
- Burchell, G., Gordon, C. & Miller, P. (1991). *The Foucault Effect : Studies in Governmentality*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Burchell, S., Clubb, C. & Hopwood, A. (1985). Accounting in its social context : Towards a history of value added in the United Kingdom. *Accounting, Organizations and Society*, 10(4), 381-413.
- Burchell, S., Clubb, C., Hopwood, A., Hughes, J. & Nahapiet, J. (1980). The roles of accounting in organizations and society. *Accounting, Organizations and Society*, 5(1), 5-21.
- Bureau fédéral du Plan & Banque nationale de Belgique. (2010). *Le cadre macroéconomique*. Bruxelles. Extrait de <https://www.nbb.be/doc/ts/formateur/annexe1.pdf>.
- Buyst, E. (2014). Les comptes nationaux : statistique entre politique économique et science. In Banque nationale de Belgique (ed.), *Le SEC 2010 : des comptes nationaux pour un monde en mutation* (pp. 9-17). Bruxelles.
- Buyst, E., Goossens, M., Van Molle, L. & Van der Wee, H. (2002). *CERA 1892-1998 – De kracht van coöperatieve solidariteit*. Anvers : Mercatorfonds.
- Buyst, E., Jennes, G., Persyn, D., Reynaerts, J. & Van Hecke, A. (2012). *Het genoom van de geldstroom*. Kalmthout : Pelckmans.
- Buyst, E., Jennes, G. & Reynaerts, J. (2010). Update van de berekening van de stromen van overheidsmiddelen tussen de gewesten voor het jaar 2007. *Vives Beleidspaper*, 13, 1-53.
- Buyst, E. & Maes, I. (1996). De impact van veertig jaar Centrum voor Economische Studiën. *Leuvense Economische Standpunten*, 83.
- Callon, M. (1986). Éléments pour une sociologie de la traduction – La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. *L'année sociologique*, 36(3), 169-208.
- Callon, M. (1998). *The Laws of the Markets*. Oxford : Blackwell publishers.

- Callon, M. (2007). What Does it Mean to Say that Economics is Performative ? In D. MacKenzie, F. Muniesa & L. Siu (eds.), *Do Economists Make Markets ? On the Performativity of Economics* (pp. 311-357). Princeton : Princeton University Press.
- Callon, M., Lascoumes, P. & Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain – Essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil.
- Calmfors, L. & Wren-Lewis, S. (2011). What should fiscal councils do ? *Economic Policy*, 26(68), 649-695.
- Capron, H. (2007). Fédéralisme, transferts interrégionaux et croissance régionale. *Reflets et perspectives de la vie économique*, 46(1), 47-63.
- Carter, C. & Pasquier, R. (2010). Studying Regions as ‘Spaces for Politics’: Re-thinking Territory and Strategic Action. *Regional & Federal Studies*, 20(3), 281-294.
- Caruso, F., Mathot, F., Mignolet, M., Mulquin, M.-E. & Vieslet, L. (2002). Les transferts entre les régions : réalités contemporaines et recul historique. In E. De Callatjy (ed.), *La fin du déficit budgétaire. Analyse de l'évolution récente des finances publiques belges – 1990-2000* (pp. 273-285). Bruxelles : De Boeck.
- Cattoir, P. (2000). *Autonomy, financial solidarity and cooperation in federal states*. (PhD Thesis), Université Catholique de Louvain.
- Cattoir, P. & Tulkens, H. (1998). Fiscaliteit, solidariteit en federalisme : vergelijking van zes landen. In C. Vanderveeren & J. Vuchelen (eds.), *Een Vlaamse fiscaliteit binnen een economische en monetaire unie* (pp. 235-273). Anvers : Intersentia.
- Cattoir, P. & Verdonck, M. (2002). Péréquation financière et fédéralisme. In P. Cattoir, P. De Bruycker, H. Dumont, H. Tulkens & E. Witte (eds.), *Autonomie, solidarité et coopération : quelques enjeux du fédéralisme belge au XXI^e siècle* (pp. 307-354). Bruxelles : Larcier.
- Celis, K., Mackay, F. & Meier, P. (2013). Social Movement Organizations and Changing State Architectures : Comparing Women’s Movement Organizing in Flanders and Scotland. *Publius*, 43(1), 44-67.
- Chapman, C., Cooper, D. & Miller, P. (2009). Linking Accounting, Organizations, and Institutions. In C. Chapman, D. Cooper & P. Miller (eds.), *Accounting, Organizations, and Institutions : Essays in Honour of Anthony Hopwood* (pp. 1-29). Oxford : Oxford University Press.
- Charlier, N. (2017). *Gouverner la recherche entre excellence scientifique et pertinence sociale. Une comparaison des régimes flamand et wallon de politique scientifique*. (PhD Thesis) Université de Liège. Extrait de <https://orbi.uliege.be/handle/2268/212015>.
- Chateauraynaud, F. & Torny, D. (1999). *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l’alerte et du risque*. Paris : Éditions de l’EHESS.
- Cheibub, J., Gandhi, J. & Vreeland, J. (2010). Democracy and dictatorship revisited. *Public Choice*, 143(1), 67-101.

- Chiapello, E. & Medjad, K. (2007). Une privatisation inédite de la norme : le cas de la politique comptable européenne. *Sociologie du travail*, 49(1), 46-64.
- Cipriano, S., Petit Jean, M. & Piron, D. (2018). Les effets du TSCG sur la Région de Bruxelles-Capitale et la COCOM. *Les évaluations de l'IBSA*, 2, 3-36.
- Clément, J., De Groote, J., De Visscher, M., D'Hondt, H., Van Crombrugge, J. & Vanderveeren, C. (1994). *Les accords de la Saint-Michel*. Bruxelles : Bruylant.
- Comité Delors. (1989). *Rapport sur l'Union économique et monétaire dans la Communauté européenne*. Extrait de www.cvce.eu.
- Commissie voor de studie van de methodologie gebruikt bij de analyse van interregionale transfers. (2006, 20 december). Verslag van de Commissie voor de studie van de methodologie gebruikt bij de analyse van interregionale transfers.
- Commission européenne. (2001). *Livre blanc sur la gouvernance européenne*. Extrait de <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2001/FR/1-2001-428-FR-F1-1.Pdf>.
- Commission européenne. (2003). *Guidelines for successful public-private partnerships*. Bruxelles. Extrait de https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/guides/ppp_en.pdf.
- Commission européenne. (2004). *Livre vert sur les partenariats public-privé et le droit communautaire des marchés publics et des concessions*. Bruxelles.
- Concialdi, P. (2014). Le BIP 40 : alerte sur la pauvreté ! In I. Bruno, E. Didier & J. Prévieux (eds.), *Statactivisme : comment lutter avec des nombres* (pp. 199-211). Paris : Zones.
- Conseil de l'Union européenne. (2015). *Décision du Conseil infligeant une amende à l'Espagne en raison de la manipulation des données relatives au déficit dans la Communauté autonome de Valence*. Extrait de <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-10297-2015-INIT/fr/pdf>.
- Conseil de l'Union européenne. (2017). *Proposition de décision du Conseil infligeant une amende à l'Autriche pour manipulation des données relatives à la dette dans le Land de Salzbourg*. Extrait de <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-6645-2017-INIT/fr/pdf>.
- Conseil européen. (2003). *Conseil européen du 12 décembre 2003 : conclusions de la présidence*. Extrait de <https://www.consilium.europa.eu/media/20821/79652.pdf>.
- Conseil supérieur des Finances. (2012). *Trajectoire budgétaire pour le Programme de Stabilité 2012-2015*.
- Conseil supérieur des Finances. (2013). *Trajectoire budgétaire en préparation du Programme de Stabilité 2013-2016*.
- Conseil supérieur des Finances. (2014a). *Trajectoire budgétaire en préparation du programme de stabilité 2014-2017*.
- Conseil supérieur des Finances. (2014b). *Évolutions budgétaires récentes et évaluation par rapport aux objectifs*.

- Coosemans, L. & Stienlet, G. (2006). Publieke-private samenwerking in Vlaanderen : een late start, hoge verwachtingen. *Bulletin de documentation*, 66(4), 35-67.
- Cour de Justice des Communautés européennes. (1979). Arrêt du 20 février 1979 – Rewe-Zentral AG contre Bundesmonopolverwaltung für Branntwein (Affaire 120/78).
- Cour des comptes. (2001). *Les obligations linéaires, instruments de gestion de la dette publique*.
- Cour des comptes. (2013a). *25ème cahier d'observations adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon*.
- Cour des comptes. (2013b). *Préfiguration des résultats de l'exécution des budgets de la Région wallonne pour l'année 2012*.
- Cour des comptes. (2014). *Projets de décrets contenant les budgets pour l'année 2015 de la Région wallonne*.
- Cour des comptes. (2015). *Rekeningenboek over 2014*.
- Craig, P. & De Burca, G. (2015). *EU Law : Text, Cases, and Materials* (6th ed.). Oxford : Oxford University Press.
- Crespy, A. & Schmidt, V. (2014). The clash of Titans : France, Germany and the discursive double game of EMU reform. *Journal of European Public Policy*, 21(8), 1085-1101.
- Creswell, J. (2007). *Qualitative Inquiry & Research Design*. Thousand Oaks : Sage.
- da Conceição-Heldt, E. (2016). Why the European Commission is not the “unexpected winner” of the Euro Crisis : A Comment on Bauer and Becker. *Journal of European Integration*, 38(1), 95-100.
- Dabbicco, G. (2015). The Boundary of the Public Sector in National Accounts Versus IPSAS. *Statistika*, 95(2), 17-32.
- Daerden, M. & Dumazy, W. (1992). *Les finances publiques de la nouvelle Belgique fédérale*. Bruxelles : Labor.
- Dardot, P. & Laval, C. (2009). *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*. Paris : La Découverte.
- Davies, W. (2017). *The Limits of Neoliberalism : Authority, Sovereignty and the Logic of Competition*. Londres : Sage.
- De Boeck, E. & Van Gompel, J. (1998). Financiële stromen tussen de Belgische gewesten opnieuw bekeken. In C. Vanderveeren & J. Vuchelen (eds.), *Een Vlaamse fiscaliteit binnen een economische en monetaire Unie* (pp. 213-233). Anvers : Intersentia.
- De Boeck, E. & Van Gompel, J. (2000). Financiële transfers tussen de Belgische gewesten – Actualisering en vooruitblik. *Economisch Financiële Berichten KBC*, 55(10), 1-13.
- De Boeck, E. & Van Gompel, J. (2002). Financiële transfers tussen de Belgische gewesten – Actualisering en vooruitblik. In P. Cattoir, P. De Bruyker, H. Dumont, H. Tulkens &

- E. Witte (eds.), *Autonomie, Solidariteit en samenwerking : Enkele belangen van het Belgisch federalisme in de 21ste eeuw* (pp. 355-373). Bruxelles : Larcier.
- de Callatay, E. & Thys-Clément, F. (2013). *The Return of the Deficit : Public Finance in Belgium over 2000-2010*. Louvain : Leuven University Press.
- de Coorebyter, V. (2008). Clivages et partis en Belgique. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2000, 7-95.
- De Grauwe, P. & Dewatripont, M. (2010). Introduction. In P. De Grauwe & M. Dewatripont (eds.), *Towards a more efficient and fair funding of Belgium's regions* (pp. 4-6): Re-Bel e-book 5. Extrait de <https://rethinkingbelgium.eu/ebook/towards-a-more-efficient-and-fair-funding-of-belgiums-regions/>.
- De Laat, B. (2000). Scripts for the Future : Using Innovation Studies to Design Foresight Tools. In N. Brown, B. Rappert & A. Webster (eds.), *Contested Futures : A Sociology of Prospective Techno-Science* (pp. 175-208). Aldershot : Ashgate.
- De Rynck, F. & Wayenberg, E. (2010). Local government in Flanders, Brussels and Wallonia : towards more convergence or divergence in Belgium's local government system ? In E. Page & M. Goldsmith (eds.), *Central and local government relations : a comparative analysis of West European unitary states* (pp. 14-29). Londres : Sage.
- De Rynck, S. & Dezeure, K. (2006). Policy convergence and divergence in Belgium : Education and health care. *West European Politics*, 29(5), 1018-1033.
- De Standaard. (2005, 7 janvier). N-VA voert symbolische actie tegen miljardenstroom naar Wallonië.
- De Visscher, C. & Salomonsen, H. (2013). Explaining differences in ministerial “ménages à trois”: Multiple bargains in Belgium and Denmark. *International Review of Administrative Sciences*, 79(1), 71-90.
- De Wever, B. (2005). *Financiële transfers van Vlaanderen naar Franstalig België*. Extrait de forum.politics.be/attachment.php?attachmentid=77813.
- De Wever, B. (2010a). *Foutieve risicoberekening, juiste financieringsmodel*. Extrait de <https://www.n-va.be/nieuws/foutieve-risicoberekening-juist-financieringsmodel>.
- De Wever, B. (2010b). Verslag aan Koning Albert II. Extrait de <https://www.standaard.be/extra/pdf/compromisbdw.pdf>.
- De Wever, B. (2011). *La note du formateur Di Rupo : évaluation de la N-VA*. Extrait de <https://francais.n-va.be/sites/international.n-va.be/files/generated/files/news-attachment/fr-110706-communicatie-n-va-op-nota-edr.pdf>.
- De Winter, L. & Dumont, P. (2006). Do Belgian parties undermine the democratic chain of delegation ? *West European Politics*, 29(5), 957-976.
- Dean, M. (2010). *Governmentality : Power and Rule in Modern Society* (2nd ed.). Londres : Sage.

- Decoster, A. & De Swerdt, K. (2010). Effecten van een voorgestelde regionale inkomstenbelasting op regionale ontvangsten. *Leuvense Economische Standpunten*, 131, 1-16.
- Decoster, A. & Sas, W. (2012). Feiten en cijfers over de nieuwe financieringswet. In P. Popelier, D. Sinardet, J. Velaers & B. Cantillon (eds.), *België, quo vadis ? Waarheen na de zesde staatshervorming* (pp. 311-342). Anvers : Intersentia.
- Decoster, A. & Sas, W. (2017). *Interregionale financiële stromen in België : 2000-2020*. Departement Economie – KU Leuven, 1-103.
- Decoster, A. & Valenduc, C. (2011). *L'impôt et la politique fiscale en Belgique*. Bruxelles : Éditions de l'ULB.
- Decoster, A. & Van Parijs, P. (2010). Toward more responsible Regions ? In P. De Grauwe & M. Dewatripont (eds.), *Towards a more efficient and fair funding of Belgium's regions* (pp. 38-44): Re-Bel e-book 5. Extrait de <https://rethinkingbelgium.eu/ebook/towards-a-more-efficient-and-fair-funding-of-belgiums-regions/>.
- Decoster, A. & Vanleenhove, P. (2012). In-work Tax Credits in Belgium : An Analysis of the Jobkorting Using a Discrete Labour Supply Model. *Brussels Economic Review*, 55(2), 121-150.
- Degryse, C. (2012). La nouvelle gouvernance économique européenne. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2148-2149, 5-82.
- Della Porta, D. & Keating, M. (2008). *Approaches and Methodologies in the Social Sciences : A Pluralist Perspective*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Delvaux, B. & Michielsen, S. (1999). *Le bal des empires : les dessous du capitalisme belge*. Bruxelles : Racine.
- Delvaux, Y. (1994). La dette publique. Évolution depuis 1989. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1429, 1-44.
- den Butter, F. (2007). National accounts and indicators. In M. Boumans (ed.), *Measurement in Economics. A Handbook* (pp. 189-229). Amsterdam : Elsevier.
- Denkgroep In de Warande. (2005). *Manifest voor een zelfstandig Vlaanderen in Europa*. Roulers : Roularta.
- Dermine, P. (2014). La Belgique face à la règle d'or budgétaire : sur l'incorporation de l'article 3, § 1, du Traité de stabilité, de coopération et de gouvernance au sein de l'ordre juridique belge. *Revue belge de droit constitutionnel*, 2, 177-196.
- Deschouwer, K. (2012). *The Politics of Belgium : Governing a Divided Society* (2nd ed.). Basingstoke : Palgrave MacMillan.
- Desrosières, A. (2001). How Real Are Statistics ? Four Possible Attitudes. *Social Research*, 68(2), 339-355.
- Desrosières, A. (2008). *L'argument statistique. I – Pour une sociologie historique de la quantification*. Paris : Presses des Mines.
- Desrosières, A. (2014). *Prouver et gouverner : une analyse politique des statistiques publiques*. Paris : La Découverte.

- Di Rupo, E. (2011a). Discours du formateur [Press release]. Extrait de <http://download.saipm.com/pdf/libre/discoursdirupo.pdf>.
- Di Rupo, E. (2011b). *Un État fédéral plus efficace et des entités plus autonomes : note de base*. Extrait de https://www.lachambre.be/kvvcr/pdf_sections/home/110704_NOTE%20DE%20BASE%20FORMATEUR%20DEF.pdf.
- Didier, E. (2007). Do Statistics “Perform” the Economy ? In D. MacKenzie, F. Muniesa & L. Siu (eds.), *Do Economists Make Markets ? On The Performativity of Economics* (pp. 276-310). Princeton : Princeton University Press.
- Downs, A. (1957). *An Economic Theory of Democracy*. New York : Harper.
- Draghi, M. (2015). Réformes structurelles, inflation et politique monétaire. *Discours d'ouverture du Forum de la BCE consacré à l'activité de banque centrale, Sintra, le 22 mai 2015*. Extrait de <https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2015/html/sp150522.fr.html>.
- Dumont, H. (2016). Les relations internationales de l'État belge : entre statu quo et fausse simplification. In H. Dumont, I. Hachez & M. El Berhoumi (eds.), *La sixième réforme de l'État : l'art de ne pas choisir ou l'art du compromis* (pp. 185-197). Bruxelles : Larcier.
- Dury, D., Eugène, B., Langenus, G., Van Cauter, K. & Van Meensel, L. (2008). Transferts et mécanismes de solidarité interrégionaux via le budget des administrations publiques. *Revue économique*, 3, 97-118.
- Dyson, K. (2014). *States, Debt, and Power : 'Saints' and 'Sinners' in European History and Integration*. Oxford : Oxford University Press.
- Dyson, K. & Featherstone, K. (1999). *The Road to Maastricht*. Oxford : Oxford University Press.
- Egan, M. (2010). The Single Market. In M. Cini & N. Pérez-Solorzano Borrigan (eds.), *European Union Politics* (3rd ed., pp. 258-274). Oxford : Oxford University Press.
- Elias, N. (1990 [1939]). *La dynamique de l'Occident*. Paris : Éditions Pocket.
- EPEC. (2010). *Eurostat Treatment of Public-Private Partnerships : Purposes, Methodology and Recent Trends*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.
- EPEC. (2019). Market Update : Review of the European PPP Market in 2018. Extrait de https://www.eib.org/attachments/epec/epec_market_update_2018_en.pdf.
- Espeland, W. & Sauder, N. (2007). Rankings and Reactivity : How Public Measures Recreate Social Worlds. *American Journal of Sociology*, 113(1), 1-40.
- Espeland, W. & Stevens, M. (1998). Commensuration as a Social Process. *Annual Review of Sociology*, 24(1), 313-343.
- Esposito, E. (2011). *The future of futures : The time of money in financing and society*. Cheltenham : Edward Elgar.
- Eurostat. (1979). *Système européen de comptes économiques intégrés (SEC) – 2^e édition*. Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes.

- Eurostat. (1996). *Système européen des comptes (SEC 95)*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.
- Eurostat. (2004a). *Report by Eurostat on the Revision of the Greek Government Deficit and Debt Figures*. Extrait de <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/4187653/5765001/GREECE-EN.PDF/2da4e4f6-f9f2-4848-b1a9-cb229fcabae3?version=1.0>.
- Eurostat. (2004b). *Treatment of public-private partnerships [Press release]*. Extrait de https://europa.eu/rapid/press-release_STAT-04-18_en.htm.
- Eurostat. (2008). *EDP dialogue visit to Belgium – Final findings*. Extrait de <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/1015035/3991239/FF-BE-2008-06-19.pdf/6f6eb3be-118e-4c9d-b925-2e28b2cbac40>.
- Eurostat. (2010a). *EDP dialogue visit to Belgium – Final findings*. Extrait de <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/1015035/3991231/FF-EDP-dialogue-visit-to-Belgium-on-26-November-2010.pdf>.
- Eurostat. (2010b). *Report on Greek government deficit and debt statistics*. Extrait de http://ec.europa.eu/eurostat/documents/4187653/6404656/COM_2010_report_greek/8523cfa-d3c1-4954-8ea1-64bb11e59b3a.
- Eurostat. (2012a). *EDP dialogue visit to Belgium – Final findings*. Extrait de <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/1015035/3991227/Final-Findings-BE-EDP-dialogue-visit-2xUDVs-2012.pdf/6ad1a3d4-1801-4d6c-bed1-088559ebea03>.
- Eurostat. (2012b). *EDP follow-up upstream dialogue visit to Wallonia*. Extrait de <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/1015035/3991227/Final-Findings-BE-EDP-dialogue-visit-2xUDVs-2012.pdf/6ad1a3d4-1801-4d6c-bed1-088559ebea03>.
- Eurostat. (2012c). *EDP upstream dialogue visit to Belgium*. Extrait de <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/1015035/3991227/Final-Findings-BE-EDP-dialogue-visit-2xUDVs-2012.pdf/6ad1a3d4-1801-4d6c-bed1-088559ebea03>.
- Eurostat. (2013). *Système européen des comptes – SEC 2010*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.
- Eurostat. (2014a). *EDP dialogue and ad-hoc visits to Belgium – Final findings*. Extrait de <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/1015035/3991219/Final-findings-SDV-and-Ad-hoc-visit-BE-3-5-and-13-14-Feb.pdf>.
- Eurostat. (2014b). *Manual on the changes between ESA 95 and ESA 2010*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.
- Eurostat. (2014c). *Measuring net government debt : theory and practice*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.
- Eurostat. (2014d). *Recording in national accounts/EDP of Public-Private-Partnerships for the construction and renovation of schools in Belgium (Flanders)*. Extrait de <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/1015035/2990403/BE-1626075-Recording-in-NA-EDP-PPP-schools-Flanders.pdf/a9404746-072f-4c15-81c4-1da849ccd75e>.

- Eurostat. (2016). *Manual on Government Deficit and Debt*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.
- Eurostat. (2019). La dette publique en baisse à 85,1 % du PIB dans la zone euro [Press release]. Extrait de <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/9737351/2-24042019-AP-FR.pdf/Obf2e96b-cdd2-4f8a-b3ad-413c14364cf3>.
- Eurostat. (2018). *Sector Classification of Société Régionale d'Investissement de Bruxelles (SRIB)*. Extrait de <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/1015035/8683865/Advice-2018-BE-Sector-classification-of-SRIB.pdf/8cfac77e-ae4a-43f8-a6c7-b4aacfa68884>.
- Eyskens, G. (2012). *Mémoires*. Bruxelles : Éditions du CRISP.
- Fallon, C. & Delvenne, P. (2009). Les transformations actuelles du régime de l'innovation en Wallonie : une analyse des pôles de compétitivité. *Innovation : The European Journal of Social Science Research*, 22(4), 411-425.
- Featherstone, K. (2011). The Greek Sovereign Debt Crisis and EMU : A Failing State in a Skewed Regime. *Journal of Common Market Studies*, 49(2), 193-217.
- Financial Times. (2010, January 12). Greece condemned for falsifying data.
- Flyvbjerg, B. (2006). Five Misunderstandings About Case-Study Research. *Qualitative Inquiry*, 12(2), 219-245.
- Fobé, E. & Brans, M. (2013). Policy-oriented foresight as evidence for policy-making : conditions of (mis)match. *Evidence & Policy*, 9(4), 473-492.
- Fonds monétaire international. (2004). *Public-Private Partnerships*. Extrait de <https://www.imf.org/external/np/fad/2004/pifp/eng/031204.pdf>.
- Fonds mondial international. (2018). *Belgium – Staff Report for the 2018 Article IV Consultation*. Extrait de <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/03/08/Belgium-2018-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-45708>.
- Foucault, M. (1969). *L'archéologie du savoir*. Paris : Gallimard.
- Foucault, M. (1971). Nietzsche, la généalogie, l'histoire. In S. Bachelard, G. Canguilhem, F. Dagobert, M. Foucault, M. Guérout, M. Henry, J. Laplanche, J.-C. Pariente & M. Serres (eds.), *Hommage à Jean Hyppolite* (pp. 145-172). Paris : Presses Universitaires de France.
- Foucault, M. (1972). *Histoire de la folie à l'âge classique*. Paris : Gallimard.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir*. Paris : Gallimard.
- Foucault, M. (1976). *Histoire de la sexualité – I : la volonté de savoir*. Paris : Gallimard.
- Foucault, M. (1994a). *Dits et écrits – Tome II : 1970-1975*. Paris : Gallimard.
- Foucault, M. (1994b). *Dits et écrits – Tome III : 1976-1979*. Paris : Gallimard.
- Foucault, M. (1994c). *Dits et écrits – Tome IV : 1980-1988*. Paris : Gallimard.
- Foucault, M. (2004a). *Naissance de la biopolitique – Cours au Collège de France (1978-1979)*. Paris : Gallimard.

- Foucault, M. (2004b). *Sécurité, territoire, population – Cours au Collège de France (1977-1978)*. Paris : Gallimard.
- Fourcade, M. (2009). *Economists and Societies : Discipline and Profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s*. Princeton : Princeton University Press.
- Fourcade, M., Ollion, E. & Algan, Y. (2015). The Superiority of Economists. *Journal of Economic Perspectives*, 29(1), 89-114.
- Friedberg, E. (1999). L'entretien dans l'approche organisationnelle de l'action collective : les cas des universités et des politiques culturelles municipales. In S. Cohen (ed.), *L'art d'interviewer les dirigeants* (pp. 85-106). Paris : Presses Universitaires de France.
- Frogneux, V. & Saintrain, M. (2012). L'élasticité de l'impôt des personnes physiques : approche macroéconomique prospective de l'élasticité nationale et de l'élasticité de l'impôt régionalisé. *Working Papers – Bureau fédéral du Plan, 2012/1*, 1-39.
- Gaberell, S. (2015). *Construire les Carpates : l'institutionnalisation d'une éco-région*. Berne : Peter Lang.
- Gadrey, J. & Jany-Catrice, F. (2010). *Les nouveaux indicateurs de richesse*. Paris : La Découverte.
- Garfinkel, H. (2007). *Recherches en ethnométhodologie*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Gewestelijke Economische Raad van Vlaanderen. (1983). *Regionalisering van de uitgaven en ontvangsten inzake sociale zekerheid (1975-1981)*. Anvers.
- Gill, S. (1995). Globalisation, Market Civilisation, and Disciplinary Neoliberalism. *Millennium – Journal of International Studies*, 24(3), 399-423.
- Gill, S. (1998). European Governance and New Constitutionalism : Economic and Monetary Union and Alternatives to Disciplinary Neoliberalism in Europe. *New Political Economy*, 3(1), 5-26.
- Goffman, E. (1959). *The Presentation of Self in Everyday Life*. New York : Anchor Books.
- Gordon, C. (1980). Afterword. In M. Foucault & C. Gordon (eds.), *Power/Knowledge. Selected Interviews and Other Writings (1972-1977)* (pp. 229-259). New York : Pantheon Books.
- Gordon, C. (1991). Governmental Rationality : an Introduction. In G. Burchell, C. Gordon & P. Miller (eds.), *The Foucault Effect : Studies in Governmentality* (pp. 1-51). Chicago : The University of Chicago Press.
- Gouvernement bruxellois. (2014). *Projet d'accord de majorité 2014-2019*. Extrait de <http://www.parlbruparl.irisnet.be/wp-content/uploads/2014/07/Accord-de-majorite-REG-FR.pdf>.
- Gouvernement fédéral. (2011). *Un État fédéral plus efficace et des entités fédérées plus autonomes – Accord institutionnel pour la sixième réforme de l'État*.

- Gouvernement fédéral. (2012). Le programme de stabilité de la Belgique (2012-2015). *Bulletin de Documentation du SPF Finances*, 72(1), 19-92.
- Gouvernement fédéral. (2018). Programme de stabilité de la Belgique (2018-2021).
- Gouvernement wallon. (2014). *Oser, innover, rassembler : déclaration de politique régionale 2014-2019*.
- Govaert, S. (2007). Bruxelles-Hal-Vilvorde : du quasi-accord de 2005 à la procédure en conflit d'intérêts. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1974, 5-40.
- Govaert, S. (2009). Les discussions communautaires sous les gouvernements Verhofstadt III, Leterme et Van Rompuy. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2024-2025, 5-64.
- Govaert, S. (2012). Les négociations communautaires et la formation du gouvernement Di Rupo (juin 2010-décembre 2011). *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2144-2145, 5-85.
- Graeber, D. (2011). *Debt : The First 5000 Years*. New York : Melville House.
- Gutting, G. (2005). *Foucault : A Very Short Introduction*. Oxford : Oxford University Press.
- Haas, P. (1992). Epistemic Communities and International Policy Coordination. *International Organization*, 46(1), 1-35.
- Hache, É. (2007). La responsabilité, une technique de gouvernementalité néolibérale ? *Raisons politiques*, 28(4), 49-65.
- Hacker, J. S. (2004). Privatizing Risk without Privatizing the Welfare State : The Hidden Politics of Social Policy Retrenchment in the United States. *American Political Science Review*, 98(2), 243-260.
- Hacking, I. (1983). *Representing and Intervening*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Hacking, I. (2001). *Entre science et réalité : la construction sociale de quoi ?* Paris : La Découverte.
- Haelterman, A. (2010). The Feasibility to Regionalise Corporate Income Taxation. *Vives Discussion Paper*, 13, 1-17.
- Hallerberg, M., Strauch, R. & von Hagen, J. (2009). *Fiscal Governance in Europe*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Hannes, J. (1994). Geven en nemen. Vlaanderen en de Belgische belastingen in de jaren 1830-1914. *Liberaal reflex*, 94/2, 17-26.
- Hannes, J. (2001). De prijs voor België was altijd hoog. *Secessie, Kwartaalblad voor de studie van separatisme en direct democratie*, 2, 25-37.
- Hannes, J. (2007). *De mythe van de omgekeerde transfers. Fiscale prestaties van Vlaanderen, Wallonië en Brabant (1832-1912)*. Roulers : Roularta.
- Harvey, D. (2005). *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford : Oxford University Press.
- Harvey, D. (2014). *Brève histoire du néolibéralisme*. Paris : Les Prairies ordinaires.

- Heald, D. (2003). Value for money tests and accounting treatment in PFI schemes. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 16(3), 342-371.
- Heald, D. & Georgiou, G. (2011). The substance of accounting for public-private partnerships. *Financial Accountability & Management*, 27(2), 217-247.
- Heald, D. & Hodges, R. (2015). Will “austerity” be a critical juncture in European public sector financial reporting ? *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 28(6), 993-1015.
- Heipertz, M. & Verdun, A. (2010). *Ruling Europe : The Politics of the Stability and Growth Pact*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Hellowell, M. (2010). The UK's Private Finance Initiative : History, evaluation, prospects. In G. Hodge, C. Greve & A. Boardman (eds.), *The international handbook on public-private partnerships* (pp. 307-332). Londres : Edward-Elgar.
- Henry, J., Filleul, G. & Pagano, G. (2000). L'accord institutionnel dit de la Saint-Éloi. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1696, 1-52.
- Heremans, D. (1978). Economische autonomie en economische unie : Krachlijnen voor een duurzame oplossing. *Leuvense Economische Standpunten*, 12.
- Heremans, D. (1988). Schuldfinanciering van de deelgebieden. In W. Moesen, D. Heremans, P. Van Rompuy & M. Eyskens (eds.), *Bedenkingen bij de nieuwe financieringsvoorstellen voor gewesten en gemeenschappen* (pp. 11-21). *Leuvense economische standpunten*, 47.
- Heremans, D., Peeters, T. & Van Hecke, A. (2010). Towards a more efficient and responsible financing mechanism for the Belgian federation. *Steunpunt Fiscaliteit & Begroting*, 1-21.
- Heremans, D. & Van Rompuy, P. (1979). Economisch federalisme. 2 : Organisatie en bevoegdheden : Verkaveling van bevoegdheden en economische unie. Economisch stelsel en verdeling van de bevoegdheden. *Leuvense Economische Standpunten*, 15.
- Herod, A. (2003). Scale : The Local and the Global. In N. Clifford, S. Holloway, S. Rice & G. Valentine (eds.), *Key Concepts in Geography* (pp. 217-235). Londres : Sage.
- Hines, R. (1988). Financial accounting : In communicating reality, we construct it. *Accounting, Organizations and Society*, 13(3), 251-261.
- Hix, S. (2005). *The Political System of the European Union* (2nd ed.). Basingstoke : Palgrave MacMillan.
- Hmed, C. (2011). Les mouvements sociaux et la politisation de l'argent public. In P. Bezes & A. Siné (eds.), *Gouverner (par) les finances publiques* (pp. 225-263). Paris : Presses de Science Po.
- Hodder, I. (2000). The Interpretation of Documents and Material Cultures. In N. Denzin & Y. Lincoln (eds.), *Handbook of Qualitative Research*. Thousand Oaks : Sage.
- Hodge, G. & Greve, C. (2007). Public-private partnerships : An international performance review. *Public Administration Review*, 67(3), 545-558.

- Hodge, G. & Greve, C. (2013). Introduction : Public-private partnerships in turbulent times. In C. Greve & G. Hodge (eds.), *Rethinking Public-Private Partnerships – Strategies for turbulent times* (pp. 1-32). Londres : Routledge.
- Hoffman, P. & Norberg, K. (1994). *Fiscal Crises, Liberty and Representative Government*. Stanford : Stanford University Press.
- Hood, C. (1983). *The Tools of Government*. Londres : Macmillan.
- Hood, C. & Lodge, M. (2006). *Politics of Public Service Bargains*. Oxford : Oxford University Press.
- Hooghe, L. & Marks, G. (2003). Unraveling the central state, but how ? Types of multi-level governance. *American Political Science Review*, 97(2), 233-243.
- Hopwood, A. (1992). Accounting calculation and the shifting sphere of the economic. *European Accounting Review*, 1(1), 125-143.
- Howard, C. (1997). *The Hidden Welfare State : Tax Expenditures and Social Policy in the United States*. Princeton : Princeton University Press.
- Hudson, R. (2007). Regions and Regional Uneven Development Forever ? Some Reflective Comments upon Theory and Practice. *Regional Studies*, 41(9), 1149-1160.
- Hugé, J. & Waas, T. (2011). Converging impact assessment discourses for sustainable development : the case of Flanders, Belgium. *Environment, Development and Sustainability*, 13(3), 607-626.
- Huyseune, M. (2016). The Flemish Paradox : The Hegemony of Pro-Independence Parties in a Region Largely Indifferent Towards Independence. *Ethnopolitics*, 16(4), 1-17.
- Installé, M. & Peffer, M. (1988). Le financement des communautés et des régions dans l'accord gouvernemental de mai 1988. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1209-1210, 3-70.
- Institut des Comptes nationaux. (2014). *Rapport d'activités 2013*. Bruxelles.
- Institut des Comptes nationaux. (2017). *Rapport d'activités 2016*. Bruxelles.
- Iversen, T. & Wren, A. (1998). Equality, Employment, and Budgetary Restraint : The Trilemma of the Service Economy. *World Politics*, 50(4), 507-546.
- James, H. (2012). *Making the European Monetary Union : The Role of the Committee of Central Bank Governors and the Origins of the European Central Bank*. Cambridge : Harvard University Press.
- Janssens, C., Hermans, E., Schmitz, V. & Deschamps, R. (2011). Les Régions disposent d'une large autonomie fiscale : Inventaire des compétences et estimations chiffrées. *Cahiers de recherche*, 52, 1-103.
- Jasanoff, S. (2004). *States of Knowledge : The co-production of science and social order*. Londres : Routledge.

- Jasanoff, S. (2013). Epistemic Subsidiarity – Coexistence, Cosmopolitanism, Constitutionality. *European Journal of Risk Regulation*, 4(2), 133-141.
- Jones, L. & McCaffery, J. (1994). Budgeting According to Wildavsky : A Bibliographic Essay. *Public Budgeting & Finance*, 14(1), 16-43.
- Jones, R. (2000). Public versus private : the empty definitions of national accounting. *Financial Accountability & Management*, 16(2), 167-178.
- Juven, P.-A. & Lemoine, B. (2018). Politiques de la faillite. La loi de survie des services publics. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 221-222, 4-19.
- Keating, M. (2017). Contesting European regions. *Regional Studies*, 51(1), 9-18.
- Knuuttila, T. (2011). Modelling and representing : An artefactual approach to model-based representation. *Studies in History and Philosophy of Science*, 42(2), 262-271.
- Kopits, G. & Symansky, S. (1998). Fiscal Policy Rules. *IMF Occasional Paper*, 162, 1-42.
- Krislov, S. (1974). *Representative Bureaucracy*. Englewood Cliffs : Prentice-Hall.
- Kurunmaki, L. (1999). Making an accounting entity : the case of the hospital in Finnish health care reforms. *European Accounting Review*, 8(2), 219-237.
- Kurunmäki, L., Mennicken, A. & Miller, P. (2016). Quantifying, Economising, and Marketing : Democratising the social sphere ? *Sociologie du travail*, 58(4), 390-402.
- Kurunmäki, L. & Miller, P. (2013). Calculating failure : The making of a calculative infrastructure for forgiving and forecasting failure. *Business History*, 55(7), 1100-1118.
- L'Écho. (2014, 15 janvier). Dialogue de sourds sur le niveau réel de la dette wallonne, p. 4.
- L'Écho. (2014a, 16 janvier). La Banque nationale donne tort à André Antoine sur la dette wallonne, p. 7.
- L'Écho. (2014b, 14 novembre). La Flandre est actuellement 'the place to be' pour les ménages, p. 4.
- L'Écho. (2015, 31 octobre). Les Bruxellois, grands perdants de la course fiscale des Régions, p. 23.
- La Libre Belgique. (2010, 25 octobre). La guerre des chiffres, p. 3.
- La Libre Belgique. (2013, 20 décembre). La dette wallonne dépasse les 11 milliards d'euros, le ministre Antoine disait 6..., p. 8.
- La Libre Belgique. (2014a, 8 janvier). André Antoine savait-il pour la dette ?, p. 8.
- La Libre Belgique. (2014b, 7 janvier). Antoine critique la Cour des comptes et... le MR, p. 6.
- La Libre Belgique. (2014c, 21 janvier). La dette wallonne est bien de 11 milliards d'euros, p. 11.
- Laes, J.-C. (2013). Reprise par une Région du service d'un impôt régional. Conséquences en matière de procédure fiscale. *Revue de Fiscalité Régionale et locale*, 4, 285-295.

- Lambert, J.-P., Tulkens, H., Cattoir, P., Taymans, M., Van der Stichele, G. & Verdonck, M. (1999). *Les modes alternatifs de financement de Bruxelles – Rapport final de la recherche réalisée à la demande de Monsieur Rufin Grijp, Ministre de la Recherche scientifique de la Région de Bruxelles-Capitale*.
- Lapsley, I., Mussari, R. & Paulsson, G. (2009). On the Adoption of Accrual Accounting in the Public Sector : A Self-Evident and Problematic Reform. *European Accounting Review*, 18(4), 719-723.
- Lascoumes, P. & Le Galès, P. (2005). *Gouverner par les instruments*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Lascoumes, P. & Le Galès, P. (2010). *Sociologie de l'action publique*. Paris : Armand Colin.
- Latham, A. (2002). Rethorizing the Scale of Globalization : Topologies, Actor-networks, and Cosmopolitanism. In A. Herod & M. Wright (eds.), *Geographies of Power*. Londres : Blackwell.
- Latour, B. (1988). Drawing Things Together. In M. Lynch & S. Woolgar (eds.), *Representation in Scientific Practice* (pp. 19-68). Cambridge : MIT Press.
- Latour, B. (1989). *La science en action : introduction à la sociologie des sciences*. Paris : La Découverte.
- Latour, B. (1993). *La clef de Berlin et autres leçons d'un amateur de sciences*. Paris : La Découverte.
- Latour, B. (1996). On actor-network theory : a few clarifications. *Soziale Welt*, 47(4), 369-381.
- Latour, B. (2002). Si l'on parlait un peu politique ? *Politix*, 15(58), 143-165.
- Latour, B. (2004). Why Has Critique Run out of Steam ? From Matters of Fact to Matters of Concern. *Critical Inquiry* 30(2), 225-248.
- Latour, B. (2006). *Changer la société, refaire la sociologie*. Paris : La Découverte.
- Lawarée, J. (2017). *L'intégration d'une innovation politico-administrative au prisme de l'action des acteurs. Le cas des pôles de compétitivité en Wallonie de 2005-2014*. (PhD Thesis) Université catholique de Louvain.
- Le Lidec, P. (2011). La décentralisation, la structure du financement et les jeux de transfert de l'impopularité en France. In P. Bezes & A. Siné (eds.), *Gouverner (par) les finances publiques* (pp. 149-192). Paris : Presses de Science Po.
- Le Soir. (1995, 19 décembre). Johan Van Hecke scandalise les francophones, p. 4.
- Le Soir. (2010, 27 octobre). Fiables, la Banque nationale et le Bureau du Plan ?, p. 2.
- Le Soir. (2013a, 20 décembre). La Cour des comptes recadre la Wallonie : 11 milliards de dette, p. 6.
- Le Soir. (2013b, 20 décembre). Le montant réel de la dette wallonne selon la Cour des comptes, p. 1.

- Le Soir. (2013c, 21 décembre). Revirement à 180° degrés de la Cour des comptes, p. 6.
- Le Vif/L'Express. (2015, 6 février). Budget : le cancre wallon.
- Leibfritz, W. (2009). Fiscal Federalism in Belgium : Main Challenges and Considerations for Reform. *OECD Economics Department Working Papers*, 743, 1-30.
- Lemieux, C. (2007). À quoi sert l'analyse des controverses ? *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 25(1), 191-212.
- Lemke, T. (2002). Foucault, Governmentality, and Critique. *Rethinking Marxism : A Journal of Economics, Culture & Society*, 14(3), 49-64.
- Lemke, T. (2007). An indigestible meal ? Foucault, governmentality and state theory. *Distinction : Scandinavian Journal of Social Theory*, 8(2), 43-64.
- Lemoine, B. (2008). Chiffrer les programmes politiques lors de la campagne présidentielle 2007. Heurs et malheurs d'un instrument. *Revue française de science politique*, 58(3), 403-431.
- Lemoine, B. (2013). Résister aux mesures européennes. Les États à l'épreuve de la surveillance statistique des finances publiques. *Quaderni*, 80(1), 61-81.
- Lemoine, B. (2014). Discipliner l'État par la dette : la mise en marché et la sectorialisation du 'problème' de la dette publique. In C. Halpern, P. Lascoumes & P. Le Galès (eds.), *L'Instrumentation de l'action publique : controverses, résistance, effets* (pp. 367-396). Paris : Presses de Science Po.
- Lemoine, B. (2016a). *L'ordre de la dette : Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché*. Paris : La Découverte.
- Lemoine, B. (2016b). L'État stratège pris dans les taux. L'invention d'une agence de la dette publique française. *Revue française de science politique*, 66(3-4), 435-459.
- Lequiller, F. (2015). Towards convergence between government finance statistics and public sector accounting standards. *EURONA – Eurostat Review on National Accounts and Macroeconomic Indicators*, 1(1), 19-49.
- Lequiller, F. (2018). *Déficit et dette en temps de crise*. Paris : Economica.
- Lequiller, F. & Blades, D. (2014). *Understanding National Accounts – 2nd Edition*. Paris : OECD Publishing.
- Lijphart, A. (1969). Consociational Democracy. *World Politics*, 21(2), 207-225.
- Lijphart, A. (1981). *Conflict and Coexistence in Belgium : The Dynamics of a Culturally Divided Society*. Berkeley : Institute of International Studies.
- Lindblom, C. (1959). The science of 'muddling through' *Public Administration Review*, 19(2), 79-88.
- Linder, S. (1999). Coming to terms with the public-private partnership : A grammar of multiple meanings. *American Behavioral Scientist*, 43(1), 35-51.
- Ljungman, G. (2009). Top-Down Budgeting : An Instrument to Strengthen Budget Management. *IMF Working Paper*, 243, 1-24.

- Lowi, T. J. (1972). Four Systems of Policy, Politics, and Choice. *Public Administration Review*, 32(4), 298-310.
- Mabille, X. (2011). *Nouvelle histoire politique de la Belgique*. Bruxelles : Éditions du CRISP.
- MacDougall, D. (1977). *Report of the Study Group on the Role of Public Finance in European Integration*. Commission des communautés européennes.
- MacKenzie, D. (2006). *An Engine, Not a Camera : How Financial Models Shape Markets*. Cambridge : MIT Press.
- MacKenzie, D., Muniesa, F. & Siu, L. (2007). *Do Economists Make Markets ? On The Performativity of Economics*. Princeton : Princeton University Press.
- Madinier, C., Lhéritier, J.-L. & Puig, J.-P. (2007). La mise en place d'un Code de bonnes pratiques, pilier de la nouvelle gouvernance statistique européenne. *Courrier des statistiques*, 121-122, 11-17.
- Maissin, G. (1997). La Belgique sur la voie du néo-libéralisme : profil d'une politique économique. *Cahiers marxistes*, 205, 11-33.
- Marks, G. (1992). Structural Policy in the European Community. In A. Sbragia (ed.), *Europo-litics : Institutions and Policymaking in the 'new' European community* (pp. 191-225). Washington : The Brookings Institute.
- Marks, G. (1993). Structural policy and multi-level governance in the European Community. In A. Cafruny & G. Rosenthal (eds.), *The State of the European Community*. Boulder : Lynne Rienner.
- Marks, G. (1996). An actor-centered Approach to Multi-level Governance. *Regional and Federal Studies*, 6(2), 20-40.
- Marston, S., Jones, J. & Woodward, K. (2005). Human geography without a scale. *Transactions : Institute of British Geographers*, 30(4), 416-432.
- McNamara, K. (1998). *The Currency of Ideas : Monetary Co-operation in the European Union*. Ithaca : Cornell University Press.
- Meehan, A. (1997). Record-keeping Practices in the Policing of Juveniles. In M. Travers & J. Manzo (eds.), *Law in Action : Ethnomethodological and Conversation Analytic Approaches to Law*. Brookfield : Ashgate.
- Melyn, W., Schoonackers, R., Stinglhamber, P. & Van Meensel, L. (2016). Faut-il stimuler les investissements publics ? *Revue économique*, 2, 111-125.
- Mennicken, A. & Miller, P. (2012). Accounting, Territorialization and Power. *Foucault Studies*, 13, 4-24.
- Metzger, J. (2013). Raising the Regional Leviathan : A Relational-Materialist Conceptualization of Regions-in-Becoming as Publics-in-Stabilization. *International Journal of Urban and Regional Research*, 37(4), 1368-1395.
- Meunier, O., Mignolet, M. & Mulquin, M.-E. (2006). Les transferts interrégionaux en Belgique : discussion du "Manifeste pour une Flandre indépendante". *Cahiers de recherche du CERPE*, 8, 1-20.

- Meunier, O., Mignolet, M. & Mulquin, M.-E. (2007). Les transferts interrégionaux en Belgique : une approche historique. *Cahiers de recherche du CERPE*, 11, 1-107.
- Mignolet, M., Mulquin, M.-E. & Vieslet, L. (2002). Disparités interrégionales de croissance des revenus en Belgique et transferts inter-régionaux. In P. Cattoir, P. De Bruyker, H. Dumont, H. Tulkens & E. Witte (eds.), *Autonomie, solidarité et coopération, quelques enjeux du fédéralisme belge au xx^e siècle* (pp. 375-403). Bruxelles : Larcier.
- Mikecz, R. (2012). Interviewing Elites : Addressing Methodological Issues. *Qualitative Inquiry*, 18(6), 482-493.
- Milesi-Ferretti, G. M. (2003). Good, bad or ugly ? On the effects of fiscal rules with creative accounting. *Journal of Public Economics*, 88(1-2), 377-394.
- Milesi-Ferretti, G. M., Perotti, R. & Rostagno, M. (2002). Electoral Systems and Public Spending. *The Quarterly Journal of Economics*, 117(2), 609-657.
- Miller, P. (1990). On the Interrelations Between Accounting and the State. *Accounting, Organizations and Society*, 15(4), 315-338.
- Miller, P. (1992). Accounting and Objectivity : The Invention of Calculating Selves and Calculable Spaces. *Annals of Scholarship*, 9(1-2), 61-86.
- Miller, P. (1998). The margins of accounting. *European Accounting Review*, 7(4), 605-621.
- Miller, P. & O'Leary, T. (2007). Mediating instruments and making markets : Capital budgeting, science and the economy. *Accounting, Organizations and Society*, 32(7-8), 701-734.
- Miller, P. & Power, M. (2013). Accounting, Organizing, and Economizing : Connecting Accounting Research and Organization Theory. *The Academy of Management Annals*, 7(1), 557-605.
- Miller, P. & Rose, N. (1986). *The Power of Psychiatry*. Cambridge : Polity Press.
- Miller, P. & Rose, N. (2008). *Governing the Present : Administering Economic, Social and Personal Life*. Cambridge : Polity Press.
- Mirowski, P. & Plehwe, D. (2009). *The Road from Mont Pelerin : The Making of the Neoliberal Thought Collective*. Cambridge : Harvard University Press.
- Moesen, W., Heremans, D., Van Rompuy, P. & Eyskens, M. (1988). Bedenkingen bij de nieuwe financieringsvoorstellen voor gewesten en gemeenschappen. *Leuvense Economische Standpunten*, 47.
- Morales, J., Gendron, Y. & Guénin-Paracini, H. (2012). La crise grecque : un scandale manqué. *Revue française de gestion*, 223, 44-58.
- Morgan, M. (2003). Economics. In T. Porter & D. Ross (eds.), *The Cambridge History of Science – Volume 7 : The Modern Social Sciences* (pp. 275-305). Cambridge : Cambridge University Press.

- Morgan, M. (2012). *The World in the Model : How Economists Work and Think*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Moscariello, N. & Cinque, E. (2016). The economic effects of new PPP accounting treatments : a critical analysis of the IPSAS 32. *Global Business and Economics Review*, 18(3-4), 310-319.
- Mueller, D. C. (2003). *Public Choice III*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Mundell, R. (1963). Capital mobility and stabilization policy under fixed and flexible exchange rates. *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, 29(4), 475-485.
- Muniesa, F. (2014). *The Provoked Economy*. Londres : Routledge.
- Musgrave, R. (1959). *Theory of public finance : a study in public economy*. New York : McGraw Hill.
- Musgrave, R. & Musgrave, P. (1973). *Public finance in theory and practice*. New York : McGraw-Hill.
- N-VA. (2010). *Nu durven veranderen : een sterk sociaal en economisch perspectief voor Vlaanderen en Wallonië – Verkiezingsprogramma 13 juni 2010*. Extrait de https://www.n.va.be/sites/default/files/generated/files/election-attachment/verkiezingsprogramma_nva_2010_0.pdf.
- Niskanen, W. (1971). *Bureaucracy and representative government*. Chicago : Aldine.
- Nivière, D. (2005). Négocier une statistique européenne : le cas de la pauvreté. *Genèses*, 58(1), 28-47.
- Oates, W. E. (1972). *Fiscal Federalism*. New York : Harcourt Brace Jovanovich.
- Oates, W. E. (1999). An Essay on Fiscal Federalism. *Journal of Economic Literature*, 37(9), 1120-1149.
- OCDE. (2017). *Études économiques de l'OCDE – Belgique*. Paris : Éditions de l'OCDE.
- Ogien, A. (2010). La valeur sociale du chiffre. La quantification de l'action publique entre performance et démocratie. *Revue française de socio-économie*, 5(1), 19-40.
- Orléan, A. (2016). Préface : La fabrique d'une contrainte. In B. Lemoine (ed.), *L'ordre de la dette : Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché* (pp. 5-10). Paris : La Découverte.
- Oswald, M. (2008). Les principes budgétaires : état des lieux à l'heure de la réforme du droit des finances publiques. *Chroniques de droit public/Publiekrechtelijke kronieken* (4), 743-774.
- Pagano, G., Verbeke, M. & Accaputo, A. (2006). Le manifeste du groupe In de Warande. *Courrier hebdomadaire du CRISP, 1913-1914*, 5-63.
- Painter, J. (2007). Territoire et réseau : une fausse dichotomie ? In M. Vanier (ed.), *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives* (pp. 57-66). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

- Parlement wallon. (2014). *Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports (Compte rendu intégral) : 25ème cahier d'observation adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon.*
- Pattyn, V. (2015). Explaining Variance in Policy Evaluation Regularity. The Case of the Flemish Public Sector. *Public Management Review*, 17(10), 1475-1495.
- Peck, J. (2010). *Constructions of Neoliberal Reason.* Oxford : Oxford University Press.
- Peeters, T. (1978). Economisch federalisme : Lessen uit het buitenland. *Leuvense Economische Standpunten*, 11.
- Peeters, T. (2014). *Eigenzinnig in Economie.* Tielt : Lannoo.
- Persson, T. & Tabellini, G. (2003). *The Economic Effect of Constitutions : What Do the Data Say ?* Cambridge : MIT Press.
- Persyn, D. (2010). Transfers & Regionale Groei. *Vives Briefings*, 1.
- Persyn, D. & Algoed, K. (2009). Interregional redistribution, growth and convergence. *Vives Discussion Paper*, 4.
- Pestre, D. (2007). L'analyse de controverses dans l'étude des sciences depuis trente ans. Entre outil méthodologique, garantie de neutralité axiologique et politique. *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 25(1), 29-43.
- Petersen, O. (2011). Multi-Level Governance of Public-Private Partnerships : An Analysis of the Irish Case. *Administrative Culture*, 12(2), 162-188.
- Petit Jean, M. (2016). *L'institutionnalisation de la prospective dans l'action publique : analyse comparée des systèmes politico-administratifs britannique, néerlandais et wallon.* (PhD Thesis) Université catholique de Louvain.
- Piattoni, S. (2009). Multi-level Governance : a Historical and Conceptual Analysis. *Journal of European Integration*, 31(2), 163-180.
- Pielke, R. (2007). *The Honest Broker : Making Sense of Science in Policy and Politics.* Cambridge : Cambridge University Press.
- Pierson, P. (1994). *Dismantling the Welfare State ? Reagan, Thatcher, and the Politics of Retrenchment.* Cambridge : Cambridge University Press.
- Pierson, P. (2001). *The New Politics of the Welfare State.* Oxford : Oxford University Press.
- Pike, A. (2007). Editorial : Whither Regional Studies. *Regional Studies*, 41(9), 1143-1148.
- Piketty, T. (2013). *Le capital au XXI^e siècle.* Paris : Seuil.
- Pinson, G. & Sala-Pala, V. (2007). Peut-on vraiment se passer de l'entretien en sociologie de l'action publique ? *Revue française de science politique*, 57(5), 555-597.
- Piron, D. (2013a). Le cadre institutionnel de l'assainissement des finances publiques en Belgique. *Bulletin de documentation*, 73(3), 139-180.

- Piron, D. (2013b). Rôle et influence de la section 'Besoins de financement des pouvoirs publics' du Conseil supérieur des Finances. *Pyramides*, 25(1), 123-153.
- Piron, D. (2015). Le traitement des partenariats public-privé dans le Système européen des comptes (SEC) : réflexions au regard du projet flamand 'Scholen van Morgen'. *Revue de Fiscalité Régionale et locale*, 3(4), 311-328.
- Pollitt, C. & Bouckaert, G. (2011). *Public Management Reform : A Comparative Analysis*. Oxford : Oxford University Press.
- Porter, T. (1992). Quantification and the accounting ideal in science. *Social Studies of Science*, 22(4), 633-651.
- Porter, T. (1995). *Trust in Numbers*. Princeton : Princeton University Press.
- Posner, P., Kue Ryu, S. & Tkachenko, A. (2009). Public-Private Partnerships : The Relevance of Budgeting. *OECD Journal on Budgeting*, 9(1), 1-26.
- Power, M. (1997). *The Audit Society : Rituals of Verification*. Oxford : Oxford University Press.
- Power, M. (2004). Counting, control and calculation : Reflections on measuring and management. *Human Relations*, 57(6), 765-783.
- Power, M. (2011). Foucault and Sociology. *Annual Review of Sociology*, 37(1), 35-56.
- PS. (2010). *Un pays stable, des emplois durables – programme pour les élections fédérales de 2010*.
- Quévité, M. (1978). *Les causes du déclin wallon*. Bruxelles : Vie ouvrière.
- Revel, J. (2002). *Le vocabulaire de Foucault*. Paris : Ellipses.
- Richards, D. (1996). Elite Interviewing : Approaches and Pitfalls. *Politics*, 16(3), 199-204.
- Riles, A. (2006a). *Documents : Artefacts of Modern Knowledge*. Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Riles, A. (2006b). Introduction : In Response. In A. Riles (ed.), *Documents : Artefacts of Modern Knowledge* (pp. 1-38). Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Rion, P. & Trosch, A. (2013). *Initiation au droit budgétaire et comptable des administrations publiques*. Bruxelles : Bruylant.
- Roberts, A. (2010). *The Logic of Discipline : Global Capitalism and the Architecture of Government*. Oxford : Oxford University Press.
- Robson, K. (1992). Accounting numbers as 'inscription' : Action at a distance and the development of accounting. *Accounting, Organizations and Society*, 17(7), 685-708.
- Rodden, J. (2006). *Hamilton's Paradox : The Promise and Peril of Fiscal Federalism*. Cambridge : Cambridge University Press.

- Rose, N. (1985). *The Psychological Complex : Psychology, Politics and Society in England, 1869-1939*. Londres : Routledge & Kegan Paul.
- Rose, N. (1990). *Governing the Soul : The Shaping of the Private Self*. New York : Routledge.
- Rose, N. (1999). *Powers of Freedom : Reframing Political Thought*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Rose, N. & Miller, P. (1992). Political power beyond the State : Problematics of government. *British Journal of Sociology*, 43(2), 173-205.
- Rosen, H. & Gayer, T. (2014). *Public Finance*. New York : Mcgraw-Hill.
- Rosenau, J. (2004). Strong Demand, Huge Supply : Governance in an Emerging Epoch. In I. Bache & M. Flinders (eds.), *Multi-level Governance* (pp. 31-48). Oxford : Oxford University Press.
- Roskamp, B. (2017). *Futures and Remakings of Policy-oriented Technology Assessment. Case Studies from Wallonia, Portugal and the Czech Republic*. (PhD Thesis) Université de Liège. Extrait de <https://orbi.uliege.be/handle/2268/211143>.
- Rubin, I. (2017). *The Politics of Public Budgeting : Getting and Spending, Borrowing and Balancing*. Thousand Oaks : Sage.
- Rutherford, B. (2003). The social construction of financial statement elements under Private Finance Initiative schemes. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 16(3), 372-396.
- Savage, J. (2005). *Making the EMU*. Oxford : Oxford University Press.
- Savage, J. & Howarth, D. (2017). Enforcing the European Semester : the politics of asymmetric information in the excessive deficit and macroeconomic imbalance procedures. *Journal of European Public Policy*, 25(2), 212-230.
- Savage, J. & Verdun, A. (2015). Strengthening the European Commission's budgetary and economic surveillance capacity since Greece and the euro area crisis : a study of five Directorates-General. *Journal of European Public Policy*, 23(1), 101-118.
- Schimmelfennig, F. (2015). Liberal intergovernmentalism and the euro area crisis. *Journal of European Public Policy*, 22(2), 177-195.
- Schuknecht, L., Moutot, P., Rother, P. & Stark, J. (2011). The Stability and Growth Pact : Crisis and Reform. *ECB Occasional Paper*, 129, 1-21.
- Schumpeter, J. (1972 [1918]). La crise de l'État fiscal. *Impérialisme et classes sociales*. Paris : Minuit.
- Schwartz-Shea, P. & Yanow, D. (2012). *Interpretive research design : concepts and processes*. New York : Routledge.
- Seiler, D.-L. (1999). Un État entre importation et implosion : consociativité, partitocratie et lotissement dans la sphère publique en Belgique. In P. Delwit, J.-M. Dewaele & P. Magnette (eds.), *Gouverner la Belgique* (pp. 15-51). Paris : Presses Universitaires de France.

- Senellart, M. (2004a). Situation des cours. In M. Foucault (ed.), *Naissance de la biopolitique – Cours au Collège de France (1978-1979)* (pp. 333-336). Paris : Seuil.
- Senellart, M. (2004b). Situation des cours. In M. Foucault (ed.), *Sécurité, territoire et population – Cours au Collège de France (1977-1978)* (pp. 381-411). Paris : Seuil.
- Service public de Wallonie. (2013). Rapport annuel 2012 sur la dette publique de la Wallonie. Namur.
- Simar, L. (2016). Le « tax shift » ou glissement fiscal. *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2319-2320, 5-62.
- Simon, H. (1957). *Models of Man : Social and Rational*. New York : John Wiley and Sons.
- Sinardet, D. (2008). Belgian Federalism Put to the Test : The 2007 Belgian Federal Elections and their Aftermath. *West European Politics*, 31(5), 1016-1032.
- Sinardet, D. (2011). Le fédéralisme consociatif belge : vecteur d'instabilité ? *Pouvoirs*, 136(1), 21-35.
- Smith, D. (1984). Textually mediated social organization. *International Social Science Journal*, 36(1), 59-75.
- Star, S. (1999). The Ethnography of Infrastructure. *American Behavioral Scientist*, 43(3), 377-391.
- Star, S. (2010). Ceci n'est pas un objet-frontière ! Réflexions sur l'origine d'un concept. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 4(1), 18-35.
- Star, S. & Griesemer, J. (1989). Institutional Ecology, 'Translations' and Boundary Objects : Amateurs and Professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology, 1907-39. *Social Studies of Science*, 19(3), 387-420.
- Stengers, I. (2011). Comparison as a Matter of Concern. *Common Knowledge*, 17(1), 48-63.
- Stephenson, P. (2013). Twenty years of multi-level governance : 'Where Does It Come From ? What Is It ? Where Is It Going ?'. *Journal of European Public Policy*, 20(6), 817-837.
- Stienlet, G. (1993). De institutionele hervormingen en de financiering van gemeenschappen en gewesten (1980-1990). In Institut belge des finances publiques (ed.), *Histoire des finances publiques en Belgique : la période 1980-1990* (pp. 27-68). Gand : Academia Press.
- Stöckelová, T. (2016). Frame Against the Grain : Asymmetries, Interference, and the Politics of EU Comparison. In J. Deville, M. Guggenheim & Z. Hrdlicková (eds.), *Practising comparison : Logics, Relations, Collaborations* (pp. 166-186). Manchester : Mattering Press.
- Streeck, W. (2014). *Buying time : The delayed crisis of democratic capitalism*. Londres : Verso.
- Svetlova, E. & Dirksen, V. (2014). Models at Work : Models in Decision Making. *Science in Context*, 27(4), 561-577.

- Talpin, J. (2011). *Schools of democracy : How Ordinary Citizens (Sometimes) Become Competent in Participatory Budgeting Institutions*. Colchester : ECPR Press.
- Thatcher, M. & Stone Sweet, A. (2002). Theory and Practice of Delegation to Non-Majoritarian Institutions. *West European Politics*, 25(1), 1-22.
- Thirion, N. (2002). *Les privatisations d'entreprises publiques dans une économie sociale de marché : aspects juridiques*. Bruxelles : Bruylant.
- Thirion, N. (2011). *Théories du droit. Droit, pouvoir, savoir*. Bruxelles : Larcier.
- Thoenig, J.-C. & Duran, P. (1996). L'État et la gestion publique territoriale. *Revue française de science politique*, 46(4), 580-623.
- Thonet, S., Schmitz, V., Lecuivre, É., Podgornik, C. & Deschamps, R. (2014). Les perspectives budgétaires de la Wallonie de 2014 à 2024 tenant compte de la 6ème réforme de l'État. *Cahiers économiques de Bruxelles*, 57(1-2), 141-240.
- Tilly, C. (1990). *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. Cambridge : Blackwell.
- Tocqueville, A. (1981 [1835]). *De la démocratie en Amérique*. Paris : Flammarion.
- Valenduc, C. (2009). Les intérêts notionnels : une réforme fondamentale et controversée. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2018, 5-52.
- Van Clemen, S. (1998). Kredietbank (KB). In R. De Schrijver, B. De Wever & G. Durnez (eds.), *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging (G-Q)* (pp. 1749-1751). Tiel : Lannoo.
- Van Den Hurk, M., Van Garsse, S. & Verhoest, K. (2013). Ten years of PPP in Belgium : an overview. *Bulletin de documentation*, 73(1), 155-171.
- Van der Stichele, G. (2003). *Les modes alternatifs de financement de Bruxelles : mise à jour de la recherche du même titre effectuée en 1999 à la demande de M. Rufin Grijs, ministre de la recherche scientifique de la Région de Bruxelles-Capitale*.
- Van der Wee, H. & Verbreyt, M. (1985). *Mensen maken geschiedenis. De Kredietbank en de economische opgang van Vlaanderen (1935-1985)*. Tiel : Lannoo.
- Van Gestel, K., Willems, T., Verhoest, K., Voets, J. & Van Garsse, S. (2014). Public-private partnerships in Flemish schools : a complex governance structure in a complex context. *Public Money & Management*, 34(5), 363-370.
- Van Gompel, J. & Van Craeynest, B. (2003). Financiële transfers tussen de Belgische gewesten herbekeken. *KBC Asset Management*.
- Van Gompel, J. & Van Craeynest, B. (2004). *Financiële transfers tussen de Belgische gewesten : actualisering*. Studie in opdracht van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap (ABAFIM).
- Van Haute, E. (2016). Regionalist Parties in Belgium (N-VA, FDF) : A Renewed Success ? In O. Mazzoleni & S. Mueller (eds.), *Regionalist Parties in Europe* (pp. 86-106). Londres : Routledge.

- Van Horn, R. & Mirowski, P. (2009). The Rise of the Chicago School of Economics and the Birth of Neoliberalism. In P. Mirowski & D. Plehwe (eds.), *The Road from Mont Pelerin : The Making of the Neoliberal Thought Collective* (pp. 139-178). Cambridge : Harvard University Press.
- Van Rompuy, P. & Bilsen, V. (1988). Tien jaar financiële stromen tussen de gewesten. *Leuvense Economische Standpunten*, 45, 1-28.
- Van Rompuy, P. & De Bruyne, G. (1978). De regionalisatie economisch bekeken. *Leuvense Economische Standpunten*, 9.
- Van Rompuy, P. & Van Cayseele, P. (1981). Raming van de geregionaliseerde lopende rekening van de overheid in 1979. *Leuvense Economische Standpunten*, 21.
- Van Rompuy, P. & Verheirstraeten, A. (1979). Regionale herverdelings- en financieringsstromen. *Leuvense Economische Standpunten*, 14, 1-23.
- Van Rompuy, P., Verheirstraeten, A. & Uyttebrouck, F. (1980). *De regionalisering van de overheidsontvangsten en -uitgaven en de interregionale financiële stromen (1975-1978)*. Louvain : Centrum voor Economische Studien.
- Van Rompuy, V. & Heylen, E. (1986). *Openbare financiën in de deelgebieden van federale landen*. Louvain : Acco.
- Van Wijk, H. (2001). *The Early Years of the Committee on Monetary, Financial and Balance of Payments Statistics*. Extrait de www.cmfb.org/publications/anniversary-publications.
- Vancoppenolle, D. & Brans, M. (2010). Kabinetten als spil en het begijnhof voor de ambtenaren ? Een vergelijkende analyse van de beleidsinteracties van kabinetsmedewerkers en ambtenaren in de Vlaamse beleidsvorming. *Res Publica : Tijdschrift voor Politologie*, 52(4), 483-510.
- Vande Lanotte, J. (2011). *La sixième réforme de l'État : note de négociation*. Extrait de <https://www.lavenir.net/extra/content/documents/redac/note.pdf>.
- Vande Velde, E. (2014). Les lignes de force du Code flamand de la fiscalité. *Revue de Fiscalité Régionale et locale*, 1, 5-6.
- Vanderveeren, C. & Vuchelen, J. (1998). *Een Vlaamse fiscaliteit binnen een economische en monetaire Unie* Anvers : Intersentia.
- Vanhee, D. (2011). *Bevoegdheidsoverdrachten in België : een analyse van de vijfde staatsvorming van 2001*. (PhD Thesis) Katholieke Universiteit Leuven.
- Vanoli, A. (2002). *Une histoire de la comptabilité nationale*. Paris : La Découverte.
- Vega, A. (2013). Eurostat, Soft Law and the Measurement of Public Debt : The Case of Public-Private Partnerships. *European Journal of Legal Studies*, 6(2), 96-118.
- Verdonck, M. & Deschouwer, K. (2003). Patterns and Principles of Fiscal Federalism in Belgium. *Regional & Federal Studies*, 13(4), 91-110.
- Verdonck, M., Taymans, M. & Ector, S. (2010). *Étude pour un juste financement de la Région de Bruxelles-Capitale*.

- Verhoest, K., Bouckaert, G. & Peters, B. G. (2007). Janus-faced reorganization : specialization and coordination in four OECD countries in the period 1980-2005. *International Review of Administrative Sciences*, 73(3), 325-348.
- Verschraegen, G. (2015). Fabricating Social Europe : From Neo-Corporatism to Governance by Numbers. In Hartmann E. & K. P. (eds.), *The Evolution of Intermediary Institutions in Europe* (pp. 101-119). Londres : Palgrave Macmillan.
- Verschraegen, G., Vandermoere, F., Braeckmans, L. & Segaert, B. (2017). *Imagined Futures in Science, Technology and Society*. Londres : Routledge.
- VIVES. (2008). *Jaarverslag 2008-2009*. Extrait de https://feb.kuleuven.be/VIVES/publications/annual_reports/annualreports/annualreport2009.pdf.
- Vlaams Parlement. (1999, 3 mars). Resolutie betreffende de algemene uitgangspunten en doelstellingen van Vlaanderen inzake de volgende staats hervorming.
- Vlaams Parlement. (2003a, 5 november 2003). Actuele vragen 34 en 35 van Joris Van Hauthem en Johan Sauwens aan minister Bart Somers over een nieuwe studie inzake de problematiek van de transfers tussen de gewesten, *Plenaire vergadering*.
- Vlaams Parlement. (2003b, 25 november 2003). Vraag om uitleg van de heer Kris Van Dijck tot de heer Bart Somers, minister-president van de Vlaamse regering, over de transfers van Vlaanderen naar Wallonië. *Commissie voor Institutionele en Bestuurlijke Hervorming en Ambtenarenzaken*.
- Vlaams Parlement. (2003c, 13 mei 2003). Vraag om uitleg van de heer Kris Van Dijck tot de heer Patrick Dewael, minister-president van de Vlaamse regering, over transfers van Vlaanderen naar Wallonië. *Commissie voor Institutionele en Bestuurlijke Hervorming en Ambtenarenzaken*.
- Vlaams Parlement. (2004a, 20 april 2004). Vraag om uitleg van de heer Kris Van Dijck tot de heer Bart Somers, minister-president van de Vlaamse regering over de studie van de transfers van Vlaanderen naar Wallonië. *Commissie voor Institutionele en Bestuurlijke Hervorming en Ambtenarenzaken*.
- Vlaams Parlement. (2004b, 26 oktober 2004). Vraag om uitleg van de heren Bart De Wever en Joris Van Hauthem tot de heer Yves Leterme, minister-president van de Vlaamse Regering, Vlaams minister van Institutionele Hervormingen, Landbouw, Zeevisserij en Plattelandsbeleid, over de studie van de transfers van Vlaanderen naar Wallonië. *Commissie voor binnenlandse aangelegenheden, bestuurszaken, institutionele en bestuurlijke hervorming en decreetsevaluatie*.
- Vlaams Parlement. (2007, 13 maart). Vraag om uitleg van de heer Bart De Wever tot de heer Yves Leterme, minister-president van de Vlaamse Regering, Vlaams minister van Institutionele Hervormingen, Landbouw, Zeevisserij en Plattelandsbeleid, over de validering van de ABAFIM-studie. *Commissie voor algemeen beleid, financiën en begroting*.
- Vlaamse Overheid. (2008). *Wegwijs doorheen de steunpunten*. Extrait de www2.vlaanderen.be/weten/steunpunten/archief/varia/gen2/wegwijs20080425.pdf.
- Vlaamse Regering. (1999). *Een nieuw project voor Vlaanderen*. Extrait de https://kics.sport.vlaanderen/vlaamseregering/Documents/Vlaams%20regeerakkoord/990701_Vlaams_Regeerakkoord_1999-2004.pdf.

- Vlaamse Regering. (2014). *Regeerakkoord Vlaamse Regering (2014-2019)*. Extrait de <https://www.vlaanderen.be/publicaties/het-regeerakkoord-van-de-vlaamse-regering-2014-2019>.
- Vlaamse Regering. (2015). *Verlag van de Vlaamse Regering over alternatieve financiering van Vlaamse overheidsinvesteringen*. Extrait de <http://docs.vlaamsparlement.be/pfile?id=1087042>.
- Vlaamse Regering. (2016). *Verlag van de Vlaamse Regering over alternatieve financiering van Vlaamse overheidsinvesteringen*. Extrait de <http://docs.vlaamsparlement.be/pfile?id=1187123>.
- Voets, J., Verhoest, K., Troupin, S. & Van Gestel, K. (2011). Les PPP en Belgique : un état des lieux. In C. Rouillard (ed.), *Les partenariats public-privé et la reconfiguration de l'État : défis et enjeux pour la gouvernance démocratique*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- von Hagen, J. & Wolff, G. (2006). What do deficits tell us about debt ? Empirical evidence on creative accounting with fiscal rules in the EU. *Journal of Banking & Finance*, 30(12), 3259-3279.
- Walters, W. (2004). Some critical notes on 'governance'. *Studies in Political Economy*, 73(1), 27-46.
- Weber, M. (1995 [1921]). *Economie et Société*. Paris : Plon.
- Weihe, G. (2006). Public-Private Partnerships : Addressing a Nebulous Concept. *Copenhagen Business School Working Paper*, 16, 1-29.
- Wildavsky, A. (1964). *The Politics of the Budgetary Process*. Boston : Little Brown.
- Wildavsky, A. (1975). *Budgeting. A comparative theory of budgetary processes*. Boston : Little Brown.
- Wildavsky, A. (1988). *The New Politics of the Budgetary Process*. Glenview : Scott, Foresman & Co.
- Willems, T. (2014). Democratic accountability in public-private partnerships : The curious case of Flemish school infrastructure. *Public Administration*, 92(2), 340-358.
- Wyplosz, C. (1997). EMU : Why and How it Might Happen. *The Journal of Economic Perspectives*, 11(4), 3-21.
- Yernault, D. (2015). Les limitations de la dette et du déficit publics en droit constitutionnel belge. *Administration publique (Trimestriel)*, 1, 25-57.

Table des matières

Remerciements	5
Liste des abréviations et acronymes	7
Mot des promoteurs	11
Avant-propos	15
Préface	17
Introduction	29
PARTIE I. CADRE THÉORIQUE	41
CHAPITRE 1	
La métamorphose de la Belgique saisie à travers un prisme régional	43
Section 1.	
La métamorphose de la Belgique contemporaine.....	44
§ 1. <i>Une démocratie consociative exemplaire</i>	44
§ 2. <i>Bref historique et caractéristiques de la dynamique fédérale en Belgique</i>	45
§ 3. <i>Les lignes de force de l'intégration européenne</i>	48
Section 2.	
Saisir la reconfiguration de la Belgique à travers un prisme régional : les régions comme objets et sujets (de) politiques..	49
§ 1. <i>La théorie de la gouvernance multiniveaux : apports et limites</i> ...	51

§ 2. <i>Une perspective alternative : les régions comme espaces (de) politiques.....</i>	53
Des territoires aux assemblages régionaux.....	54
Des régions à la fois objets et sujets de politiques publiques	56

CHAPITRE 2

L'analyse des politiques publiques à la (re)conquête des finances publiques..... 59

Section 1.

Aperçu panoramique du champ d'études des finances publiques 60

§ 1. <i>De l'éloignement progressif de l'analyse des politiques publiques à la mainmise de la science économique.....</i>	60
§ 2. <i>La transformation de la science économique au cours du xx^e siècle</i>	63
§ 3. <i>Plaidoyers en faveur d'un réencastrement de l'étude des phénomènes économiques au cœur des sciences sociales...</i>	66

Section 2.

L'essor d'une sociologie politique des finances publiques et la contribution de l'économie politique internationale..... 67

§ 1. <i>Les finances publiques comme terrain privilégié de luttes politiques et sociales.....</i>	68
§ 2. <i>La confection et les effets des politiques de contrainte budgétaire.....</i>	70
§ 3. <i>Les finances publiques révélées par leurs instruments.....</i>	71

CHAPITRE 3

L'art de gouverner (par) les finances publiques : une perspective foucauldienne..... 75

Section 1.

Pouvoir, gouvernementalité et État dans l'œuvre de Michel Foucault..... 76

§ 1. <i>L'analytique foucauldienne du pouvoir.....</i>	76
§ 2. <i>Gouvernementalité et État dans l'œuvre de Foucault.....</i>	77

§ 3. <i>La réappropriation de l'héritage foucauldien par les governmentality studies</i>	79
Section 2.	
Les dimensions constitutives d'une analytique de gouvernement.....	81
§ 1. <i>Une approche généalogique des dispositifs de pouvoir</i>	81
§ 2. <i>Rationalités et programmes de gouvernement : entre substance éthique, savoirs et problématisations</i>	83
§ 3. <i>Le gouvernement en action : technologies de gouvernement, subjectivation et résistance</i>	85
Section 3.	
Le néolibéralisme comme « nouvelle raison du monde ».....	87
§ 1. <i>Aux origines intellectuelles du néolibéralisme : l'ordolibéralisme allemand et le néolibéralisme américain</i>	88
L'ordolibéralisme allemand : un État fort garant du respect de la concurrence.....	90
Le néolibéralisme américain : l'État sous évaluation économique constante	91
§ 2. <i>Le « grand tournant » néolibéral de l'État</i>	94
La construction européenne comme vecteur de diffusion de la rationalité néolibérale	95
La Belgique emprunte le sentier du néolibéralisme.....	97

CHAPITRE 4

La coproduction du dispositif de gouvernement des finances publiques et des sujets régionaux 101

Section 1.	
Deux programmes de gouvernement des finances publiques régionales en Belgique : la gouvernance budgétaire européenne et le fédéralisme budgétaire et fiscal.....	102
Section 2.	
Le volet interne du dispositif : une entrée par les technologies comptables	105
§ 1. <i>Une analyse des interactions entre les programmes de finances publiques et les technologies comptables</i>	106

§ 2. Explorer le « cycle de vie » des produits comptables.....	108
La dynamique controversée de construction des produits comptables	110
Usages et circulation des produits comptables dans l'espace public.....	111
§ 3. Quel statut de réalité accorder aux produits comptables ?.....	113
Section 3.	
Le volet externe du dispositif : les effets des technologies comptables	114
§ 1. Les quatre rôles sociaux des technologies comptables	114
§ 2. Une extension des rôles sociaux des comptabilités à l'examen de la reconfiguration des régions belges.....	117
§ 3. Adaptation et résistance à l'égard des tactiques de gouvernement.....	118
Section 4.	
Synthèse théorique : la coproduction du dispositif de gouvernement des finances publiques et des régions belges à l'ère néolibérale.....	119
 Intermède méthodologique. Sélection des cas, sources de l'enquête et construction de la comparaison interrégionale	
123	
Section 1.	
Présentation et logique de sélection des cas.....	123
Section 2.	
Les documents et entretiens semi-directifs comme sources de l'enquête.....	126
§ 1. Les documents comme artefacts : une « carrière à retracer »....	126
§ 2. L'entretien semi-directif avec des élites : pertinence théorique et application pratique.....	128
Section 3.	
La construction des termes de la comparaison interrégionale..	130

PARTIE II. ANALYSE EMPIRIQUE 135

CHAPITRE 5

**Les économistes au service de l'émancipation
de la Flandre : la quantification des transferts
interrégionaux (1979-2010)** 137

Section 1.

Rendre visible le problème des transferts interrégionaux..... 138

Section 2.

Le regain des études sur les transferts au tournant du siècle.. 144

§ 1. *Une banque flamande ravive la controverse*..... 144

§ 2. *Le Parlement flamand fait résonner le débat
sur les transferts*..... 146

Section 3.

Entre surenchère indépendantiste et circonspection
méthodologique..... 150

§ 1. *Les transferts comme instrument de légitimation
d'un projet indépendantiste : le Manifeste
pour une Flandre indépendante en Europe*..... 150

§ 2. *La riposte du monde académique francophone* 154

§ 3. *« Un enterrement de première classe » : le rapport
du groupe d'experts sur la méthodologie d'évaluation
des transferts interrégionaux*..... 157

Section 4.

La cristallisation des lignes de partage sur fond de tensions
communautaires..... 160

§ 1. *La controverse sur les transferts se hisse
sur la scène fédérale*..... 160

§ 2. *Un centre pérenne de calcul des transferts : le think tank
universitaire VIVES*..... 163

Section 5.

Discussion : la carrière controversée des évaluations
des transferts 167

§ 1. <i>Les transferts comme instrument de représentation de la supériorité économique de la nation flamande</i>	167
§ 2. <i>Définir et estimer les transferts : des choix méthodologiques chargés de signification politique</i>	169
§ 3. <i>Interpréter le montant des transferts : un combat politique mené dans le langage de la science</i>	172

CHAPITRE 6

Un modèle de compromis : la révision du système de financement des entités fédérées au cours de la sixième réforme de l'État (2010-2011)

Section 1.

Le système de financement des entités fédérées à l'aube de la sixième réforme de l'État (1970-2010)

§ 1. <i>De la genèse du système de financement des entités fédérées à l'avènement de la LSF 1989</i>	177
§ 2. <i>Les modifications incrémentales de la LSF en 1993 et 1999-2001</i>	181
§ 3. <i>Les critiques émises à l'encontre du système de financement des entités fédérées à l'issue de la réforme de 2001</i>	183
§ 4. <i>Le financement des entités fédérées, à la fois reflet et catalyseur de la dynamique fédérale belge</i>	187

Section 2.

La révision de la LSF au cœur de la sixième réforme de l'État. 189

§ 1. <i>Le choix de l'électeur et les ambiguïtés relatives à la révision de la LSF</i>	189
<i>Une configuration politique inédite à l'issue du scrutin de juin 2010</i>	189
<i>La LSF propulsée au centre de la négociation</i>	192
§ 2. <i>Des slogans aux chiffres : construire une représentation commune du futur</i>	195
<i>La N-VA essuie les plâtres du jeu de la quantification</i>	195
<i>La Banque nationale et le Bureau du Plan entrent en scène</i>	197

Les premiers pas vers la construction d'un modèle alternatif de financement des entités fédérées.....	200
§ 3. <i>Du retrait de la N-VFA à la (longue) dernière ligne droite avant l'accord.....</i>	202
La « note de base » du Formateur et le retrait de N-VFA.....	202
La mutualisation de l'infrastructure de calcul en vue de la construction de l'accord final.....	205
Section 3.	
Discussion : les intermédiaires du compromis « à la belge » et la dynamique de constitution des espaces fiscaux régionaux.....	208
§ 1. <i>Les intermédiaires matériels et institutionnels du compromis</i>	209
§ 2. <i>La dynamique de constitution des espaces fiscaux régionaux : entre autonomie et interdépendance.....</i>	213
 Intermède. Considérations relatives à la participation des entités fédérées à « l'assainissement » des finances publiques.....	219
 CHAPITRE 7	
 Eurostat, panoptique au service d'un programme de disciplinarisation des finances publiques.....	223
Section 1.	
La genèse de l'Union monétaire européenne et de son volet budgétaire.....	224
§ 1. <i>Les conditions de possibilité de l'Union monétaire européenne....</i>	224
§ 2. <i>Le volet budgétaire de l'UEM : anatomie d'un programme de disciplinarisation des finances publiques.....</i>	226
Une anatomie du volet budgétaire de l'UEM	226
Des critères de convergence budgétaire contingents et déflationnistes	229
Section 2.	
Luttes d'acteurs et de pouvoir autour du versant comptable du programme européen de surveillance des conduites budgétaires	233

§ 1. <i>Le Système européen des comptes nationaux et régionaux comme métrologie de référence</i>	233
§ 2. <i>Valse à trois temps autour de l'harmonisation des statistiques de finances publiques</i>	236
1 ^{er} temps : la deuxième phase de l'UEM (1992-1998)	236
2 ^e temps : de l'avènement de l'euro à la seconde tragédie statistique grecque (1999-2009).....	240
3 ^e temps : le renforcement des prérogatives d'Eurostat et la création d'un panoptique en charge du contrôle des politiques budgétaires nationales (à partir de 2010).....	242
Section 3. Discussion : Eurostat, panoptique au service de la disciplinarisation des finances publiques nationales et régionales	248

CHAPITRE 8

Un indicateur controversé : la dette wallonne à l'épreuve du Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC).....

255

Section 1. L'émergence de la controverse au cours des premières visites d'Eurostat	257
Section 2. L'intéressement de l'ICN et du gouvernement wallon : un succès mitigé	262
Section 3. De l'enrôlement de la Cour des comptes à la polémique médiatique	267
Section 4. Le gouvernement wallon plie l'échine sous la menace d'Eurostat	271
Section 5. Discussion : la Wallonie métamorphosée sous l'effet des interactions entre un programme de gouvernement néolibéral et une technologie comptable discrète	276

§ 1. <i>La transformation de la représentation comptable de la Région wallonne et ses retombées budgétaires et organisationnelles.....</i>	277
§ 2. <i>Explorer les marges du SEC : les stratégies de riposte comptable et leurs effets.....</i>	280
§ 3. <i>Discipliner les finances publiques (régionales) à l'aide d'une technologie comptable discrète.....</i>	282

CHAPITRE 9

Les nouveaux habits de l'investissement « public » ? Le traitement comptable et la diffusion du partenariat public-privé en Europe..... 287

Section 1.

L'émergence et la diffusion d'un concept polysémique..... 289

§ 1. <i>L'émergence du PFI britannique et la controverse relative à son traitement comptable.....</i>	289
§ 2. <i>Le PPP s'exporte outre-Manche.....</i>	292

Section 2.

De l'exploration des contours d'une catégorie comptable à l'affirmation de ses frontières..... 298

§ 1. <i>L'exploration des contours d'une catégorie comptable : le « PPP participatif » « Scholen van Morgen ».....</i>	298
§ 2. <i>Eurostat affirme les frontières de sa jurisprudence comptable.....</i>	303

Section 3.

Discussion : regards rétrospectif et prospectif sur le traitement comptable des partenariats public-privé en Europe..... 308

§ 1. <i>La comptabilité nationale comme instrument de standardisation d'un objet-frontière.....</i>	308
§ 2. <i>Le marché des PPP menacé par l'application du critère de contrôle ?.....</i>	311

PARTIE III. CONCLUSIONS..... 315

**Discussion transversale. Les régions belges
reconfigurées sous l'effet d'un dispositif néolibéral
de gouvernement des finances publiques..... 317**

Section 1.

**Médiation : les savoirs économiques et les technologies
comptables au cœur d'un dispositif néolibéral
de gouvernement des finances publiques régionales..... 319**

- § 1. *La gouvernance budgétaire européenne : une politique budgétaire orthodoxe concrétisée à travers la comptabilité nationale..... 319*
- § 2. *Le fédéralisme budgétaire et fiscal belge : compétition et solidarité au cœur du financement des entités fédérées..... 321*
- § 3. *La méta-médiation : l'émergence d'un dispositif néolibéral de gouvernement des finances publiques régionales..... 323*

Section 2.

**Territorialisation : des régions toujours plus autonomes,
aux contours redessinés par une perspective comptable..... 324**

Section 3.

**Subjectivation : la consolidation budgétaire et la compétition
économique comme vecteurs d'économicisation
du sujet régional..... 327**

- § 1. *L'État consolidateur : un État qui se lie les mains en faveur de l'orthodoxie budgétaire..... 329*
 - La politique ordonnatrice au service de l'institution d'un cadre budgétaire contraignant..... 329*
 - Les institutions non majoritaires comme garantes de la logique disciplinaire..... 330*
- § 2. *L'État compétiteur, engagé sur tous les terrains..... 332*
 - Les fondements comptables de la privatisation et de la marchandisation des services publics..... 333*
 - Une politique fiscale au service de la compétitivité régionale..... 334*

§ 3. <i>La Flandre conquérante, la Wallonie hésitante : de quel degré d'autonomie budgétaire les sujets régionaux disposent-ils vraiment ?</i>	336
Section 4.	
Attribution : le PPP comme emblème de la reconfiguration néolibérale de la Belgique fédérale	339
§ 1. <i>Les technologies budgétaires et comptables comme instruments d'évaluation de la performance régionale</i>	339
§ 2. <i>Stimuler l'investissement public dans un État fédéral centrifuge soumis à un impératif de consolidation budgétaire : une trinité impossible ?</i>	341
§ 3. <i>Le PPP : un remède néolibéral à la « trinité impossible » des finances publiques belges</i>	346
Conclusion. Gouverner des régions qui comptent à l'ère néolibérale	351
Section 1.	
Une généalogie de la reconfiguration néolibérale de l'État belge	351
§ 1. <i>L'économicisation des régions par les finances publiques</i>	351
§ 2. <i>Les savoirs économiques, technologies comptables et normes juridiques comme instruments de la reconfiguration néolibérale de l'État</i>	354
Section 2.	
La quantification comme instrument de réenchantement de l'État et de ses finances	358
Bibliographie	363
Annexes	395
Liste des tableaux	407
Liste des figures	409
Table des matières	411